

# LE PEUPLE BRETON

4f  
Mensuel

L'U.D.B.  
AUX CANTONALES

*Aujourd'hui, être libre c'est être informé*

N° 183  
FÉVRIER 1979

**BRETAGNE :**

**POURQUOI  
NOUS EN SOMMES  
AU  
NUCLÉAIRE**

# Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

## LA DIVISION SUPÉRIEURE

Le numéro de décembre du Peuple Breton est paru avec une couverture couleur avec quadrichromie. Une telle amélioration ne peut que constituer pour l'équipe presse un encouragement à toujours mieux faire et pour notre journal l'accession au niveau supérieur. A la manière du Stade Brestois qui passionne les foules sportives bretonnes et qui vise la division supérieure, pour le Peuple Breton l'accession à la division supérieure est possible avec votre aide.

Vous pouvez nous aider dans la lutte pour la liberté de la presse bretonne en participant à l'amélioration de cet outil de combat qu'est notre journal. En avant donc pour le Peuple Breton !

### 10<sup>e</sup> LISTE

J.B. Richard, Créteil (94) .....	20,00
F. Béchenec, Combrit .....	20,00
J.-L. Le Mée, Lannion .....	10,00
C. Dantec, Le Luc (83) .....	20,00
G. Mérel, Nantes .....	90,00
M. Le Champion, Rennes .....	70,00
Dominique D., Villejuif (94) .....	20,00
P. Lecaer, Brest .....	20,00
Maryse Le C., Versailles (78) .....	10,00
Anne-Marie Le B., Rennes .....	30,00
Marcel Le C., Cameroun .....	45,00
P. Lalande, Quimper .....	20,00
Henri A., Lamballe .....	20,00
M. Marcot, Meudon (92) .....	20,00
A. Pereira, Brest .....	20,00
Gilles M., Noyal-sur-Seiche .....	20,00
C. Le Blanc, Allaire .....	20,00
G. et M. Madec, Lamballe .....	70,00
A. Poitard, Maestroit .....	20,00
Jean-Jacques L., Collorac .....	20,00
M. Querrien, Ménéac .....	20,00
Jean B., La Varenne St-Hilaire (94) .....	20,00
Gérard R., Bouguenais .....	20,00
D. Karboviac, Merlebach (57) .....	20,00
P. Gales, Quimper .....	70,00
J. Guisnel, Nantes .....	70,00
Jean-Pierre G., Brest .....	20,00
J.-Y. Lanchec, Evrecy (14) .....	14,00
Patrick L., Rueil (94) .....	10,00
A. Rousseau, Savenay .....	10,00
Joseph G., St-Brieuc .....	20,00
P. Le Joncour, Douarnenez .....	20,00
Michel G., Brest .....	20,00
A. Trividic, Brest .....	10,00
G. Boulic'h, Loc-Eguiner .....	30,00
J. L'Hostis, La Verpillère (38) .....	70,00
Jean Le C., Langoelan .....	20,00
Y. Roquet, Saint-Malo .....	20,00
Xavier M., St-Cast .....	20,00
René T., Rennes .....	20,00
Y. Daumer, Brest, Pour un P.B. au service des travailleurs bretons .....	200,00
S. Marchal, Levallois Perret (92) .....	20,00
Sympathisants Lorient .....	12,50
Restaurant Ty-Korn Plouigneau .....	26,10
Dons marche pour l'unité .....	23,00
Don, vente, St-Sébastien sur Loire .....	2,00

J.J. Loussouarn, Fougères .....	10,00
C. Le Couls, Trégastel .....	40,00
A. Vallois, St-Germain en Laye (78) .....	5,00
Michel Le C., Lanester .....	30,00
B. Le Bozec, Plouezec .....	20,00
I. Poho, Sizun .....	50,00
M.P. Baumes, Lanester .....	10,00
Paule H., Merdrignac .....	40,00
R. Pellen, Limoges (87) .....	20,00
Marylène F., Bures sur Yvette (91) .....	20,00
E. Le Bris du Rest, Rennes .....	20,00
J. Guégan, Guidel .....	20,00
Benoît U., Brest .....	20,00
M. Thersille, Brest .....	20,00
Philippe H. Gourin .....	20,00
Laurent Le S., Brest .....	20,00
A. Le Dreff, Melgven .....	10,00
Monique Le N., Trégunc .....	10,00
D. Le Dron, Ploeren .....	20,00
Michel B., St-Brieuc .....	20,00
P. Calonnec, Allemagne .....	160,00
F. Cochard, Hérouville St-Clair (14) .....	70,00
Alain Le G., Plougouven .....	20,00
P. Honoré, Plourin-les-Morlaix .....	20,00
Yvon R., Anglet (64) .....	20,00
P. Rannou, Douarnenez .....	20,00
Roger Le D., St-Brieuc .....	20,00
Jean K., Pontivy .....	20,00
J. Le Bras, Paris (75) .....	20,00
Michel G., Malakoff (92) .....	30,00
M. Guillerm, Brest .....	300,00
J.F. Bourhis, Haguenau (68) .....	10,00
Soazig G., Perros-Guirec .....	10,00
Armel Le R., Plaudren .....	20,00
Michel M., Liffre .....	10,00
J.P. Le Bolc'h, Fougères .....	30,00
A. Daniel, Plouneour-Menez .....	20,00
René Le M., La Varenne St-Hilaire .....	10,00
Loïc Le G., Trégastel .....	10,00
J. Moutier, Arcueil (94) .....	60,00
Serge Abily, Paris (75) .....	20,00
Lucien D., Chateaufort d'I-Vilaine .....	10,00
J. Le Goff, Langonnet .....	10,00
Michel Q., Crozon .....	10,00
J.F. Rousville, Charenton (94) .....	70,00
Charlie G., Guilers .....	10,00
M.G. Paris (75) .....	10,00
André Le G., Clohars-Carnoët .....	10,00
G. Kersaho, Lorient .....	10,00
Jean-Yves G., Concarneau .....	10,00
Félic C., Concarneau .....	10,00
C. Le Page, Goueron .....	20,00
Jean-Pierre D., Brest .....	10,00
J.L. Moal, Huelgoat .....	10,00
Alain M., Clermont-Ferrand (63) .....	10,00
Paul Le C., Spézet .....	10,00
E. Léon, Abidjan .....	15,00
Annie D., Royan (17) .....	10,00
Bernard R., Plélan Le Grand .....	10,00
P. Beillois, St-Nazaire .....	10,00
Félix F., St-Clair sur Epte (95) .....	10,00
Monique M., Montsûrs (53) .....	10,00
P. Le Hénaff, Irvillac .....	20,00
Michel Le G., Brignogan .....	20,00
Anne-Marie V., Belfort (90) .....	10,00
Thierry C., Rennes .....	10,00
M. Le Creff, Evreux (27) .....	30,00
Roger Le H. Bezons (95) .....	10,00
J.-P. Kerjean, Brignogan .....	50,00
Vente créée gare St-Lazare (75) .....	9,00
Total 10 <sup>e</sup> liste .....	3.160,60
Report des listes précédentes .....	20.158,20
TOTAL .....	23.318,60

## pb.service

### Vacances

● Militant breton cherche contact avec camarades de Corse en vue séjour (15 juin, 15 juillet) dans le sud de l'île: renseignements sur possibilités hébergement d'un couple + un enfant de 10 mois. Renseignements à adresser à Y.S. Karadec, 6, imp. St-Thibault, 76600 Le Havre.

● Cherchons habitants du sud de l'hexagone, de préférence région de montagne, qui aimeraient échanger leur maison pour un mois de vacances d'été contre une maison confortable dans la région de Quimper, dans un cadre agréable et tranquille, à 15 minutes de la mer. S'adresser à Laurent Le Page, kervéguen, Guengat - 29136 Plogonnec  
Tél. (98) 94.36.90.

● Breton exilé cherche maison, même très simple, pour mois d'août en Bretagne, préférence Trégor, Cornouaille, proche de la côte ou intérieur. Ecrire Le Lannou, Lycée Paul Valéry, Meknès (maroc).

# SOMMAIRE

## ETUDE

LA BRETAGNE, L'EUROPE ET LE NUCLÉAIRE .....	4
---	---

## ACTUALITÉ

LA RECHERCHE BRADEE ...	8
-------------------------	---

## SOCIAL

LE COUP DE St-NAZAIRE ...	12
LE JOINT FRANÇAIS .....	10

## POLITIQUE

LES INSULTES DE 8 h. 25 ...	13
L'UDB AUX CANTONALES .....	14

## CHRONIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES .....	18
CHIFFRES POUR UN COMBAT .....	11
FESTOU-NOS .....	22

## INTERNATIONAL

UN BRETON EN U.R.S.S. ...	20
---------------------------	----

## CULTURE

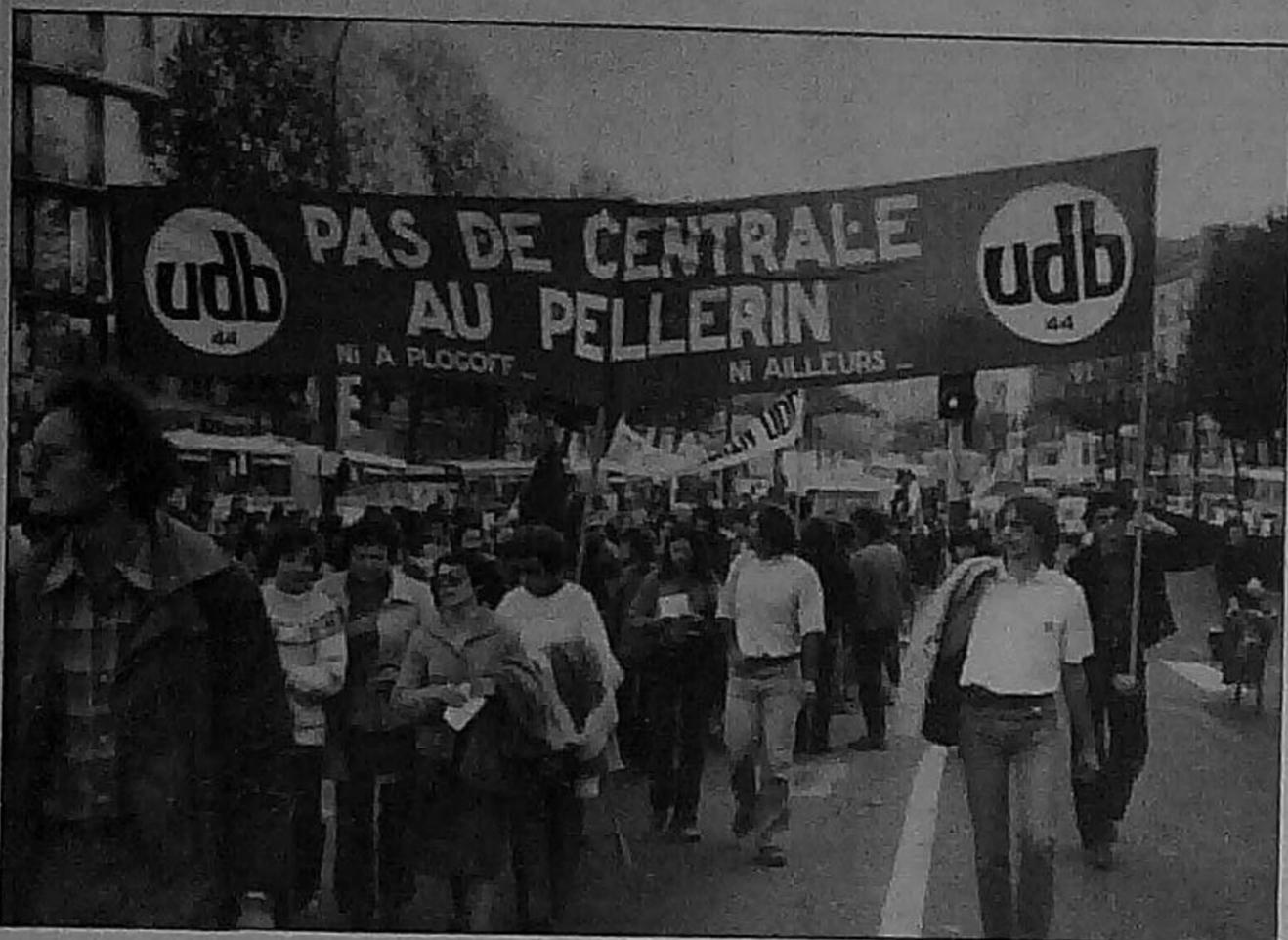
TI KENDALC'H .....	22
LE DESSIN DU MOIS .....	23
HISTOIRE .....	24
MENACES SUR L'AUDIO VISUEL .....	25
LA BRETONNISATION DES NOMS DE LIEUX .....	28
DISQUES .....	27

## COURRIER DES LECTEURS

## EDITORIAL

Composition mécanique - Lorient  
Impr. de l'Iroise - Le Rellecq-Kerhuon  
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387  
Tirage : 9.500 ex. - Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trim.  
Directeur de la publication : J. Guéguéniat

# POURQUOI NOUS EN SOMMES AU NUCLÉAIRE



**« Non à Plogoff pouvelle atomique »**  
**« Non à la centrale du Pellerin »...**  
Les organisations qui ont engagé la lutte contre l'établissement des centrales nucléaires en Bretagne peuvent avoir des convergences ponctuelles. Elles ont aussi des divergences certaines et toutes n'incluent pas la lutte anti-nucléaire dans un combat anticapitaliste. D'aucuns vont même jusqu'à prôner, en cette matière aussi, un apolitisme illusoire.

En réalité le nucléaire est une « denrée » éminemment politique et sa critique ne peut guère être disjointe d'une analyse de bouleversements récents de l'économie mondiale. La situation de la Bretagne est définie par ce système comme est imposée la nécessité du nucléaire. Tous les problèmes auxquels se heurte la Bretagne d'aujourd'hui, restructuration industrielle et agricole, nucléaire, intégration européenne sont les faits d'une même volonté. Cette volonté, pour mieux la combattre, il faut bien la connaître.

Les années soixante-dix voient éclater une grave crise qui secoue le monde : Viet-nam, Angola, Mozam-

bique, Guinée-Bissan se libèrent. Les pays producteurs de pétrole font la une de l'actualité. L'inflation et le chômage règnent dans les pays capitalistes ; les dettes des pays de l'est s'enflent au diapason de la contestation interne. A la crise du capitalisme, un responsable désigné : le prix du pétrole. Résultat dans une France giscardienne qui cherche à s'adapter à la nouvelle donne : Fos-sur-Mer, la restructuration de la sidérurgie, les Vosges abandonnées, la Bretagne reléguée ; le nucléaire imposé...

## UNE REDISTRIBUTION MONDIALE DES CARTES

En réalité ce n'est pas en 1978, mais en 1967 que débute la crise que nous vivons. Cette année-là on peut en effet observer une baisse généralisée des taux de profit des économies capitalistes. C'est la fin de l'âge d'or de l'après-guerre avec son expansion prolongée. La croissance des investissements entre dans une phase de ralentissement. Le système doit imaginer des ajustements pour renouveler son développement. Et il

imagine, comme à chaque crise. C'est le transfert des industries vers des régions plus propices, c'est le renouvellement des techniques et des technologies. En France aussi, ce processus se vérifie : une nouvelle division internationale du travail s'instaure, favorisée par le passage du pouvoir politique des mains de la vieille bourgeoisie nationale (De Gaulle) à celles d'une bourgeoisie mondialiste technocratique symbolisée par Giscard.

Les étiquettes « Made in Taiwan », « Made in Hong-Kong », « Made in Malaysia », ont envahi notre vie quotidienne. Dans ces pays se sont implantées de nombreuses industries nécessitant une forte participation ouvrière : textile, mécanique, et maintenant électronique (ce qui n'est pas, d'ailleurs, sans rapport avec la crise qui débute en Bretagne dans cette activité). Les profits réalisés y sont énormes, fondés sur une effroyable surexploitation des travailleurs. Le petit calcul suivant le montre bien : 47 semaines de travail de 40 heures cela fait 1880 heures par an. En Allemagne de l'Ouest, le nombre est de 1700-1800 par an. En Corée du Sud, la durée annuelle moyenne du travail est 2800 heures, en Malaisie 2500 heures ; et on a noté des semaines de 84 heures de travail... Pour parvenir à cet état de surexploitation, la répression est nécessaire, l'intervention militaire de rigueur, l'état fort de rigueur.

## LES PAYS D'EXPORTATION

Un deuxième ensemble d'économies subit depuis quelques années de profondes modifications, ce sont certains pays producteurs de matières premières. Ainsi ces pays de l'OPEP qui aspirent à une industrialisation à partir de leurs propres richesses naturelles et des devises provenant de l'exportation du pétrole. Cette industrialisation ne vise pas à supprimer les exportations ; elle se fait dans la sidérurgie, la pétrochimie principalement. Supprimer les exportations, ou les tempérer supposerait cependant une consommation inté-



(En haut, à gauche) l'usine de composants Ampex à Hong-Kong. (En haut, à droite) une usine en Corée du Sud. (En bas) Santa-Anna, fabrique de contre-plaqué au Brésil.

rière et impliquerait donc une certaine distribution du revenu et donc, souvent, une alliance populiste entre bourgeoisie nationale et mouvement réformiste. Dans ces pays où seule l'exportation est recherchée (et où donc, la demande intérieure n'intervenant pas, une certaine distribution du revenu dans la population n'est pas nécessaire) on aboutit trop souvent à la répression permettant la surexploitation. Seule la demande extérieure importe, l'unique objectif est alors le coût de production: il doit être bas, le plus bas possible. Au Chili, après le coup d'état, les salaires ont baissé de 50 % en un an. Au même moment on restructurait l'industrie que l'on offrait aux capitaux étrangers investissant dans la production de matières premières d'exportation.

### LES SOUS-IMPERIALISMES

Le même phénomène est observable dans une autre catégorie de pays: les sous-impérialistes: le Brésil, l'Afrique du Sud... Ces pays ont connu dans l'histoire une période de substitution des importations accompagnée par une politique libérale, quelquefois progressiste, souvent nationaliste, amenant une large distribution du revenu: ce fut le gétulisme au Brésil avec Vargas, le péronisme en Argentine... Ces pays sont aujourd'hui devenus des exportateurs importants, non seulement de matières premières, mais aussi d'industries diverses. Le Brésil exporte maintenant des moteurs Volkswagen sur le marché U.S... grâce aux capitaux allemands.

Aujourd'hui le marché national brésilien n'intéresse plus le capitalisme. Le salaire réel a baissé de 40 % depuis 1964. Les accidents du travail ont augmenté: 18 % de la population active assurée a eu des accidents du travail en 1971, 19 % en 1972, 20 % en 1973, 21-22 % en 1974. Bien sûr, la grève est interdite.

- La guerre appartient à la condition humaine...; par conséquent, il faut renforcer le pouvoir militaire comme garantie de la sécurité nationale. Le citoyen doit admettre que la sécurité est plus importante que le bien-être et qu'il lui faut aussi sacrifier sa liberté individuelle... Cela est justifiée en Amérique Latine par l'inconstance des civils, démagogues et corrompus, et par les exigences de la guerre - (Extrait de l'Estado de Sao Paulo, 6 août 1976).

Les pays déjà sub-impérialistes, enrichis par les devises du pétrole et d'autres matières naturelles forment une autre catégorie qui tente d'acquiescer sur toute une région une domination économique, politique et nucléaire: c'est l'exemple de l'Iran.

Regis Debray utilise une belle expression: « il faut des esclaves aux hommes libres » dans un article sur ce problème: « Au Chili, en Argentine, au Brésil, les Etats-Unis ont attendu que la résistance populaire soit écrasée ou conjurée pour réclamer le respect des droits de l'homme. Une menace d'insurrection se profilerait à l'horizon que les généraux Geisel, Videla ou leurs remplaçants se verraient féliciter comme le fut récemment le Shah d'Iran pour son exemplaire vigilance démocratique. Au Nicaragua, le front sandiniste étant passé à l'offensive, le département d'Etat a manifesté sa confiance en Somoza pour « rétablir le plein respect des droits de l'homme ». On ne lui fera des remontrances qu'à partir du moment où l'insurrection est maîtrisée... La morale de l'Occident est la fleur plantée sur les charniers ».

### ET LES PAYS SOCIALISTES ?

Ils occupent chaque jour davantage une place dans la division internationale du travail. L'intensification étonnante des contrats entre nombre de pays socialistes et les pays capitalistes a amené une forte importation de technologie, avec laquelle sont produits des biens destinés à la fois au marché intérieur et à l'exportation vers le tiers-monde. (La Roumanie a adhéré au fonds monétaire international). Des productions demandant beaucoup de main-d'œuvre sont transférées dans certains pays de l'Est (aciéries, automobiles en U.R.S.S.). Des supranationales y investissent de plus en plus, trouvant là un terrain propice à la seule ten-

tative de reconduction des rapports de production capitalistes.

## - LE NUCLEAIRE, REPONSE A LA PRETENDUE CRISE -

Cette gigantesque redistribution des cartes touche de plein fouet toute l'économie mondiale. André Gunter Franck cite deux « hasards » : « C'est dans les pays où le taux de profit a baissé le plus que l'inflation est la plus grande. C'est dans les industries les plus monopolisées que les hausses de prix ont été les plus importantes, alors que dans les industries les plus compétitives elles ont été les plus basses ». Si l'inflation est une arme, il en est une autre nécessitant des changements profonds, aux conséquences multiples. C'est le développement de nouveaux moyens de production, de nouvelles technologies, dont le nucléaire marque un exemple frappant. Le capital, pour renouveler son pouvoir, réoriente aussi qualitativement vers des industries plus centralisées, permettant une plus grande concentration au profit de quelques rares trusts. Le nucléaire, à cet égard, a tous les avantages.

Mais pour le rendre compétitif, il était nécessaire que le pétrole augmente. Il est intéressant de noter que Kissinger n'a jamais parlé de prix **plafond** pour le pétrole, mais de **plancher**. Il a déclaré qu'il ne devrait pas tomber en dessous de 7 dollars, et il est en réalité plus élevé. De novembre 1973 à janvier 1974, le montant des redevances des pays producteurs est passé de 110 F à 240 F la tonne soit 130 F de plus. Les gouvernements des pays capitalistes prétendent trouver là l'origine de la crise. Ils oublient de préciser que, durant la même période, la valeur globale d'une tonne de produit vendue en France est passée de 550 à 879 F, soit 329 F de plus. Est-ce là un simple transfert de hausse ? Il ne faut pas oublier non plus que si la part en pour-cents du prix du brut est de 28 % pour les producteurs, cette part est de 35 % pour les compagnies pétrolières et de 37 % pour le fisc. Dans ces conditions, la « crise du pétrole » n'est qu'un épisode du redéploiement en cours depuis une décennie. Pour alimenter « le gouffre énergétique qu'est l'appareil capitaliste de production américain » il fallait chercher ailleurs les profits menacés dans le pétrole dont les réserves ne sont pas méprisables et dont la fin de l'exploitation rentable est assez précisément datée.

L'heure de la restructuration sonne ; celle du nucléaire aussi. Brutalement, il devenait rentable et les trusts pétroliers le savent bien qui y investissent, Exxon (Esso), Shell... Il est d'ailleurs fort intéressant de

noter que cette rentabilité devient actuellement douteuse, car le prix du nucléaire grimpe de manière vertigineuse (1). Si les grands trusts capitalistes sont prêts à assurer la relève du pétrole, les organismes nationaux — eux — en sont écartés. C'est une commission composée entre autres du PDG d'Alstom, du PDG de Creusot-Loire, des représentants d'EDF (la commission PEON, production d'électricité d'origine nucléaire) qui a été chargée des grands choix en matière de nucléaire. Vue la place de leurs auteurs, ces choix sont aisés à deviner. Tout se passe entre EDF et les constructeurs privés. Ainsi c'est une entreprise privée franco-américaine, née d'un mariage entre les intérêts de Schneider et de Westinghouse, la société FRAMATOME (FRanco AMéricaine ATOMique) qui a reçu d'EDF les commandes des réacteurs nucléaires. Framatome est dépositaire de la licence américaine Westinghouse pour la filière PWR. EDF passe les commandes et garde la responsabilité de l'équipement. Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique, organisme d'état) est habilité à poursuivre une action de recherche, de production, de stockage et de transport de matières premières nucléaires, soit directement, soit par l'intermédiaire d'entreprises dans lesquelles il détient une participation. Dès le départ, les choses sont claires. Le CEA est une rampe de lancement des monopoles et passe des accords particuliers avec certains trusts auxquels il fournit ses recherches. Pour faciliter ce rôle, une société relais avec le secteur privé a été créée : il s'agit du Technicatome (90 % CEA et 10 % d'EdF). Cette société signera des accords avec la CGE, puis avec Gulf, Schneider, P.U.K.

Si aujourd'hui Framatome construit les chaudières PWR, le combustible par Eurofuel (pour la licence Westinghouse), laquelle Eurofuel est constituée par P.U.K. (51 %), Westinghouse (35 %), Framatome (11 %), Creusot-Loire (3 %). Une belle intégration !

L'industrie minière (prospection, extraction, traitement du minerai) qui permet la fabrication de l'uranium, voit la participation du CEA (gérant la majorité des mines françaises en France, au Gabon et au Niger), de P.U.K. (dominant la concentration des minerais, mais largement présent dans l'extraction et même majoritaire au Gabon) de Cemurhex (51 %

(1) Il y a peut-être là la seule chance réelle de succès pour la lutte anti-nucléaire en Bretagne. Plus la construction est retardée, plus elle est coûteuse, et il pourra se faire que, d'ici à quelques années, les trusts n'y voient plus le même intérêt. Retarder leur construction par tous les moyens de procédure ne peut donc être assimilé à un simple baroud d'honneur.

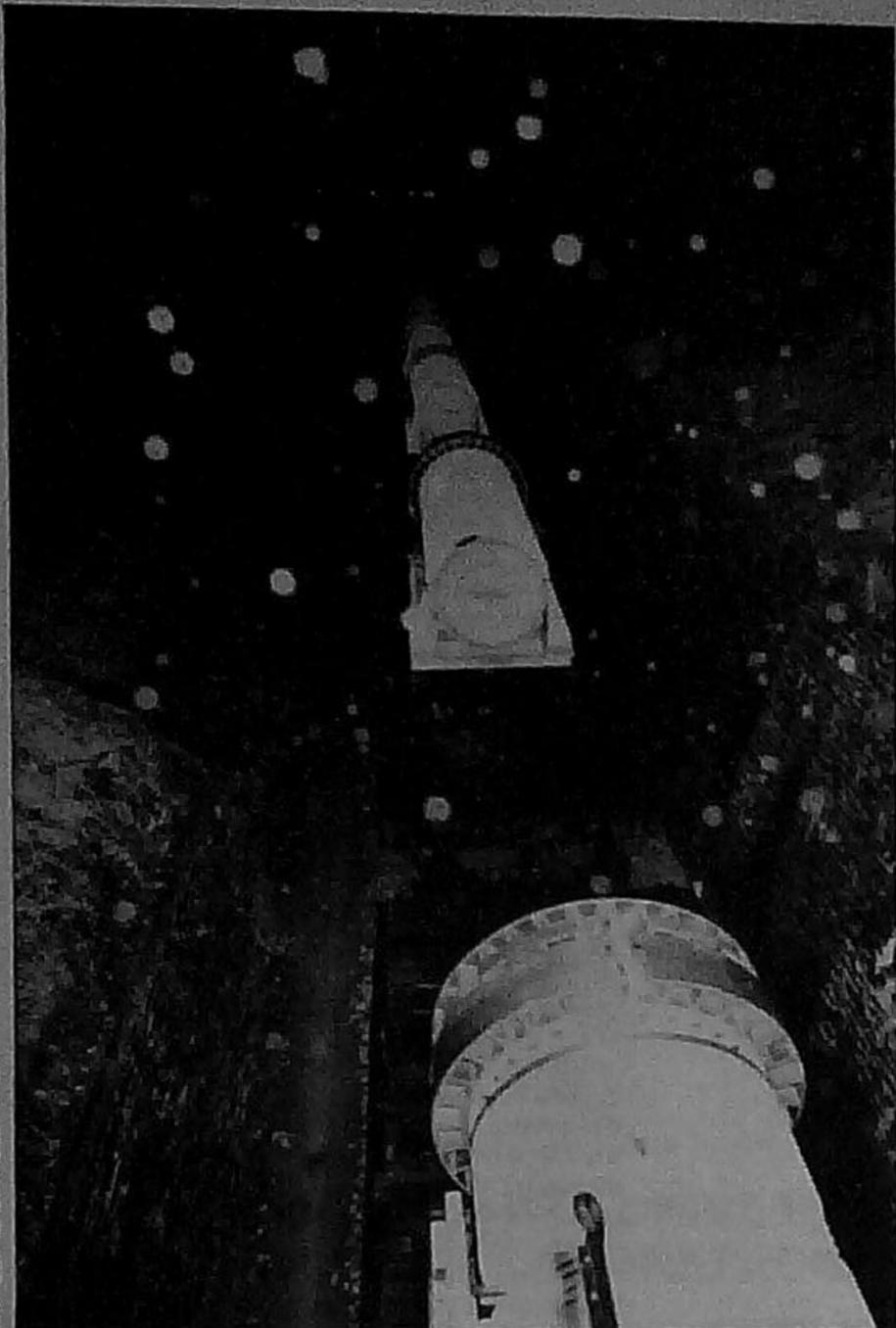
P.U.K., 29 % CEA...) pour la conversion de l'énergie. L'uranium enrichi est presque complètement acheté aux Etats-Unis, mais le groupement européen Eurodif, sous l'impulsion de la CEA, a décidé la construction d'une usine d'enrichissement à Tricastin, sur le Rhône. La participation française est imbriquée à la participation iranienne, de telle sorte que l'Iran possède un droit de veto sur toute décision.

On voit que, d'amont en aval, la production nucléaire est dans les mains des monopoles, et imposée par eux. Si EDF passe les commandes, sa direction de l'équipement assure l'ingénierie de la centrale, les profits s'expatrient. Les réalités économiques et politiques, les dimensions des enjeux font du combat antinucléaire un combat anticapitaliste. Le mouvement, la dynamique de ce combat doivent avoir des bases claires : les textiles « made in Hong-Kong » ou autres lieux fabriqués par la sueur et le sang d'opprimés, et les centrales nucléaires imposées par les monopoles ne sont que deux faces d'un même problème.

## LA CRISE, L'EUROPE, LA BRETAGNE

Le divertissement européen proposé par le pouvoir est également un moyen pour le système de se reproduire. Attirer les trois pays sous-développés de l'Europe du Sud dans la CEE permet de parfaire la restructuration des économies, de traquer de nouvelles sources de profit. Le PASOK — parti socialiste panhellénique — décrit l'opération en ces termes : « l'adhésion de la Grèce à la CEE va achever de donner à son économie un caractère complémentaire et périphérique. Elle va achever l'intégration de la Grèce dans l'orbite du capitalisme mondial. Là réside l'objectif véritable de ceux qui poussent à l'adhésion de ce pays à la CEE. Il est dommage que l'on n'ait pas toujours compris que le conflit décisif, la forme dominante de la lutte des classes est le conflit entre les centres métropolitains et la périphérie, le conflit entre l'impérialisme et les forces de libération nationale... ».

L'Europe libérale cherche, par cet élargissement, avec l'aide des bourgeoisies nationales des trois pays périphériques, à promouvoir des débouchés pour ses productions industrielles. La crise amène une redistribution globale, qualitative avec le nucléaire, et quantitative en attirant tous les pays sous-développés et leurs bas salaires dans le giron capitaliste. La gauche française a sur ce sujet une approche soit floue, soit d'un nationalisme outrancier. Le PCF ressort pour l'occasion les vieux slogans patriotes et chauvins. Parler, comme il le fait, d'indépendance nationale à l'ère des multinationales est



(1) A gauche, les déchets du « Pacific Fisher » dans le « train nucléaire » vers La Hague le 22 janvier.

(2) En haut, la campagne PS pour les élections le 7 novembre 78.

Aucun rapport entre les deux faits ?

utopique, voire réactionnaire. Si l'on doit s'opposer à cette Europe des Trusts, ce ne peut être au nom de la Nation, dont l'indépendance est battue en brèche depuis près d'un siècle, et qui a basculé de son piédestal avec la venue de Giscard. Parler d'indépendance nationale aujourd'hui est un mensonge politique, une démagogie.

Le parti socialiste argumente sa volonté de voir l'Europe élargie de deux manières : volonté de démocratisation de l'Europe du Sud ; volonté de sortir l'Europe du Sud de son sous-développement. Pour ce qui est du premier argument, il semble évident que l'adhésion à la CEE ne représente absolument aucune garantie pour trois pays sortant de la dictature. Dire l'inverse, c'est ignorer profondément les réalités du système ; d'autant que l'on entend souvent le même argument dans la bouche d'une droite qui, jamais n'a lutté contre la dictature, entretenant de trop bonnes relations avec Franco ou les colonels grecs.

Est-ce une réelle solidarité avec les peuples d'Europe du Sud que de les livrer au mark et au dollar ? Il existe d'autres formes de solidarité que d'enfermer des peuples dans l'orbite du capital ouest-allemand. D'autre part, affirmer que cette adhésion fera sortir les pays du sous-développement, c'est prendre le problème à l'envers. C'est parce

qu'ils sont sous-développés aujourd'hui que ces pays vont être introduits dans l'Europe économique. Ne pas le dire, c'est encore une fois se bercer d'illusions. A moins que le rêve d'une Europe social-démocrate à la remorque de l'Allemagne de l'Ouest ne hante les PS européens (à l'exception du PASOK).

Quand on se rappelle les promesses faites à la Bretagne il y a un an pour les législatives, on est ébahi de voir tant de reniements. L'aventure européenne d'aujourd'hui marque la rélegation définitive de la Bretagne dans cette périphérie dont parle le PASOK. Périphérie lointaine, support au tourisme, à l'armée. Au nucléaire.

Les conditions posées par le PS pour l'adhésion de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce rappellent les conditions posées par la France lors de la création de la CECA : que les trusts allemands ne puissent se reformer. 28 ans plus tard, on croit rêver devant tant de « naïveté ». Cette Europe en formation, fruit de la crise, peut être un outil pour achever la Bretagne. Les plans de la DATAR (Bretagne = Stockholm-Sud) vont pouvoir être appliqués. Tous les problèmes sont liés : Le Pellerin, Plogoff, Ti Vougeret... Dans cette Europe qui se forme, la Bretagne sera un parc de tourisme, un camp de l'armée, une zone d'expérimentation et une zone-poubelle pour le

nucléaire.

Ne pas le voir amène à ne pas lier combat nucléaire et combat politique ; combat pour la libération du peuple breton et combat contre l'Europe des trusts. Ne pas le voir amène à refuser la politique à Plogoff ; à s'affirmer breton en 1978 et européen en 1979.

Il est nécessaire que des bases claires supportent la lutte contre les implantations de centrales, des bases de solidarité, (la vraie...) avec tous les peuples du tiers-monde opprimés par l'impérialisme ; des bases anticapitalistes ; des bases bretonnes devant le caractère particulier de l'économie de ce pays où l'on surexploite les travailleurs dans les usines-pirates, où l'on détruit l'agriculture avec les montants compensatoires, où l'on démantèle les activités portuaires, où l'on plante en échange tourisme, armée et nucléaire ; des bases écologiques évidemment devant les risques immenses, encore peu étudiés et moins encore prévenus, que feraient courir les implantations sur la flore, la faune, et aussi les hommes.

C'est muni de cette logique qu'il faut lutter contre l'implantation des centrales, mais aussi contre l'Europe Giscard-Schmidt et contre tous les projets gouvernementaux qui visent à terme à la destruction des bretons en tant que peuple.

Jean-Michel Le Boulanger



Le Centre Océanographique de Bretagne, à Plouzané près de Brest : un potentiel scientifique sacrifié à la rentabilité à court terme.

# ACTIVITÉS INTELLECTUELLES ON BRADE !

Il y a quelque temps, une certaine effervescence s'est manifestée dans les milieux universitaires à propos du décret du 20 septembre 1978 et d'un projet de « carte universitaire ». A Brest, comme à Nantes et à Rennes, on s'est montré particulièrement inquiet et on a parlé de menace, à terme, sur la survie des « petites universités ». Au même moment, à Brest, surgissait au Centre Océanographique de Bretagne (COB) le conflit des « hors-statuts ». Deux affaires assez différentes au premier abord, le CNEXO, dont dépend le COB, et les Universités relevant d'ailleurs de deux ministères différents. A l'université travaillent des fonctionnaires, en principe, donc, non menacés dans leur emploi (mais les nonfonctionnaires y sont de plus en plus nombreux), tandis que les agents du CNEXO, pourtant organisme d'Etat, sont régis par un contrat de travail de droit privé. Mais au-delà de ces différences, une même volonté politique se fait jour à travers la mise au pas de travailleurs, qui pour être classés parmi les « intellectuels », n'en sont pas moins des salariés comme les autres. Et elle va beaucoup plus loin que cette mise au pas.

A l'Université, se fait jour un souci de rentabilité immédiate. En licenciant des enseignants, en augmentant le nombre d'heures d'enseignement des autres, on aboutit à des emplois du temps aussi lourds, sinon plus que ceux des professeurs du secondaire : les enseignants ne pourront plus qu'enseigner, plus de place pour la recherche.

Les universités se transforment en espèces de gros lycées, débitant par tranches des connaissances mortes. Or ce qui faisait jusqu'ici la valeur des enseignements universitaires c'était précisément le contact avec la recherche, deuxième obligation professionnelle des enseignants. La recherche, poursuivie sur les lieux mêmes des enseignements, est le seul moyen de s'assurer que ceux-ci sont toujours au niveau du progrès des connaissances. Et la recherche, poursuivie sur place, est aussi le seul moyen d'accumuler un capital de connaissances et d'expertise, de plus en plus nécessaire aux décisions qui concernent la vie quotidienne de chacun. Les Universités sont d'ailleurs de plus en plus sollicitées à cet égard, où travaillent aussi de nombreux chercheurs nonenseignants, et souvent hors-statut, c'est-à-dire rémunérés sur des recettes provenant de contrats d'études passés avec l'extérieur (secteur public comme secteur privé).

C'est aussi un souci de rentabilité à courte vue qui sous-tend la « carte universitaire » : on regroupera certains enseignements dans quelques centres et il n'y aura plus, en dehors des grandes villes, que des universités-croupions, spécialisées dans un petit nombre de matières. Pour les autres domaines, des étudiants devront partir, et bien entendu, ce sera pour les plus modestes qu'il sera difficile de s'installer temporairement loin de leur domicile. Un moyen comme un autre de renforcer sans le dire la sélection sociale. Seules les plus grandes villes, au premier rang desquelles, bien sûr Paris, pourront garder tous les enseignements, comme elles pourront maintenir un certain niveau de recherche, en raison de la concentration des moyens et des effectifs. En Bretagne, nous sommes donc menacés de ne plus avoir que des Universités-Lycées de seconde zone, seules permises aux étudiants modestes, et de perdre le peu d'expertise technique et scientifique qui nous était laissé, tout ce domaine étant désormais livré aux technocrates parisiens, sinon américains.

Au CNEXO, souci de rentabilité à court terme encore. A côté du secteur d'activité sur

## LE C.N.E.X.O. ET LES HORS-STATUT

Le CNEXO est un « Etablissement Public à caractère industriel et commercial », ce qui signifie que sa gestion et son fonctionnement sont basés sur une volonté systématique de singer le secteur privé. C'est ainsi que les agents sur poste statutaire CNEXO ont un contrat de travail de droit privé. C'est ainsi, également, qu'au C.O.B. une foule de services (restaurant, gardiennage, entretien) sont assurés non pas par le CNEXO, mais par des entreprises privées concessionnaires, avec du personnel payé au S.M.I.C. et pour lequel le CNEXO est irresponsable... Sauf, en cas de conflit, comme l'été dernier, pour le personnel restaurant, où le CNEXO a très bien su jouer au patron de combat. Au C.O.B., 189 personnes sont dans ce cas. La sous-traitance coûte très cher (et a d'ailleurs été dénoncée par la Cour des Comptes), tandis que les personnels sont sous-payés : la différence constitue le profit d'entreprises « marchand d'hommes » et frise le détournement de deniers publics.

Une bonne partie de l'activité du CNEXO concerne des études à la demande, dont les recettes (« ressources affectées ») servent à rémunérer des agents (hors-statut) dont l'emploi est strictement lié à l'existence de ces recettes et sont donc menacés d'être remerciés systématiquement (et même pas officiellement

licenciés) en fin de contrat (2 cas récents). Ces études sont souvent liées à des besoins immédiats de la politique du pouvoir (nucléaire par exemple), et la section syndicale CFDT demande au CNEXO, agent parmi d'autres de cette politique à court terme, d'en supporter les risques au lieu de les transférer sur les personnels. La revendication avancée est donc l'intégration immédiate des 70 agents concernés sur des postes statutaires normaux. Des promesses en ce sens, faites en 1977 par l'ancien P.D.G. du CNEXO, sont tenues pour nulles et non avenues par son successeur. D'où le conflit actuel, qui menace de durer.

Dernière catégorie de hors-statut, enfin, en dehors de quelques intérimaires, les agents sous contrat Université. Ce sont des personnels qui travaillent au C.O.B., sur programmes et dans les structures du CNEXO, mais que celui-ci fait légalement embaucher par l'Université de Bretagne Occidentale, en lui passant des contrats d'étude prétexte. En attendant une intégration, très lente, de ces personnels sur des postes CNEXO, ce système aboutit à faire jouer à l'Université le rôle surprenant d'entreprise « marchand d'hommes ».

Enquête de Gilles PATRIS  
auprès de la section syndicale CFDT  
COB-CNEXO

## ATTENTION PLOGOFF

Le « Peuple Breton » tient à annoncer à ses lecteurs l'ouverture imminente (on parle de la mi-février) de l'enquête d'utilité publique pour le projet de la centrale nucléaire de Plogoff. Rappelons qu'un des éléments essentiels de cette procédure est le dépôt, à la mairie du lieu concerné, d'un registre où les opposants au projet peuvent consigner leurs arguments et observations. Dans les cas délicats, évidemment, « on » évite de donner trop de publicité à ce genre d'enquêtes. Voilà pourtant qui est fait.

budget normal d'Etat, prolifère celui dit des ressources affectées. Entendez par là des recettes considérables provenant de contrats d'étude passés avec l'extérieur. Le plus gros client actuel est l'E.D.F., à travers les études écologiques menées sur les sites de centrales nucléaires, mais il y en a d'autres, y compris dans le secteur privé. Les personnels affectés à ces tâches ne sont pas sur des postes budgétaires, mais rémunérés directement sur les recettes et leur contrat de travail mentionne explicitement cette source.

Il prend donc fin quand les études sont terminées. Merci et au revoir. Telle est la situation des « hors-statuts », qui étaient en novembre 1977, au COB à Brest 339 pour 217 agents CNEXO sur poste budgétaire normal. Ces hors-statut sont pratiquement des O.S. de la recherche. Aucune liberté, il faut uniquement travailler sur ce qui sert directement aux études à court terme faites à la demande. Défense de prendre du recul, défense de penser au long terme, défense, en principe au moins, de s'occuper des connaissances fondamentales de base qui peuvent faire défaut pour résoudre le problème posé, comme l'ont amplement montré les études sur les sites nucléaires. En donnant la première place à ce type d'activités, le CNEXO, et à travers lui le gouvernement, pratique une politique à courte vue et sacrifie, là aussi, la maîtrise technique et intellectuelle des problèmes à long terme. En jetant après usage (cas au 31 décembre dernier de deux personnes

travaillant sur les études de sites nucléaires) les personnels ayant acquis une certaine expérience, il encourage la sous-qualification. Et là aussi, la maîtrise et le savoir-faire se localiseront ailleurs.

Et cet ailleurs n'est pas forcément Paris, où l'on ferait bien rire nos lecteurs en disant qu'on pense y maîtriser les problèmes de la mer. Non, même si Paris, à travers ces réformes, concentre pour un certain temps une maîtrise technique et scientifique qu'il retire aux « provinces », l'ensemble de la société de l'hexagone s'affaiblit, et s'affaiblit délibérément, par ce démantèlement des activités de tout niveau qu'il faudra trois générations pour reconstituer. Cette politique néfaste est en rapport direct avec ce qu'on appelle la nouvelle division internationale du travail : aux pays sous-développés les industries de main-d'œuvre, grâce aux bas salaires. Et aux Etats-Unis d'Amérique toutes les activités de direction d'encadrement et d'expertise : il suffisait de voir la nuée d'experts américains qui s'est abattue sur la Bretagne après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz pour en avoir un avant-goût (avec le CNEXO à leur botte, bien sûr). La France, et en même temps l'Europe occidentale où la même politique est largement pratiquée, est, de ce point de vue en voie de sous-développement. Et pour. Et pour une fois, hélas, nous Bretons, nous avons de l'avance sur les autres.

Jean Roudaut

## L'UNIVERSITÉ DE NANTES ET LE DÉCRET DU 20 SEPTEMBRE

Le décret en question porte principalement sur les conditions de travail des Assistants de Lettres, Droit et Sciences économiques, qui ne sont pas des titulaires de l'enseignement supérieur. En lettres, la plupart d'entre eux sont des agrégés, donc des titulaires de l'enseignement secondaire assurés d'un emploi, mais il y a aussi quelques non-agrégés recrutés sur des critères de recherche, et le cas des disciplines non enseignées dans le secondaire, et pour lesquelles il n'existe donc pas d'agrégation. Pour les assistants concernés par ces derniers cas, l'exclusion de l'enseignement supérieur signifie brutalement le chômage, tandis que les agrégés seraient réaffectés dans un lycée.

Le décret prévoit que les assistants seraient à l'avenir embauchés pour 5 ans, au bout desquels ils seraient jetés après usage s'ils n'ont pas obtenu leur promotion au grade supérieur (Maître-Assistant), pour laquelle les postes disponibles sont très limités, et qui se fait essentiellement sur les résultats obtenus dans une recherche qui tend à devenir impossible. Le décret prévoit en effet que le service d'enseignement des assistants passe à 15 heures par semaine à partir d'octobre 79, soit le service à plein temps d'un professeur de lycée, qui n'a pas à faire de recherche. Le service actuel est environ moitié moins important, mais en ajoutant la préparation de l'enseignement, les tâches administratives et la recherche, on dépasse largement les 40 heures. Il n'y a que le temps de recherche que l'on puisse diminuer pour faire face à l'alourdissement du service d'enseignement. Cet alourdissement signifie aussi qu'il va maintenant y avoir « trop » d'assistants au regard des nouvelles normes. Il faudra donc licencier des non-titulaires ou les renvoyer dans le secondaire (où on licenciera en compensation des maîtres auxiliaires).

A Nantes, 32 assistants sont actuellement menacés, dont 24 remplissent les conditions administratives pour être promus Maîtres-Assistants, ce qu'ils attendent toujours faute de postes. Certains d'entre eux pourraient donc faire partie de la charrette en cas de compression des effectifs. M. Sparfel, président de l'Université, promet la titularisation, avant 1980, de tous les assistants promouvables au grade supérieur. Mais c'est en réalité Mme le Ministre qui dispose, et ses déclarations d'intention sont beaucoup moins rassurantes. Aussi les enseignants nantais sont-ils très mobilisés, surtout en lettres, sciences économiques et sciences humaines, plus directement visées. Dans les autres disciplines, cependant, l'inquiétude est également vive, car il apparaît à tout le monde que ce n'est qu'un début, et que les attaques, si la lutte n'est pas menée dès maintenant, ne se limiteront pas aux personnels et aux disciplines actuellement les moins bien protégés.

Enquête de Maripol GOURET  
documentation SNESup (FEN)

## LA CARTE UNIVERSITAIRE ET L'UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE

Pour ce qui est des assistants, la situation à Brest est sensiblement la même qu'à Nantes (voir ci-contre), à ceci près que le Président, M. QUESNEL, se range du côté des personnels menacés et non de celui du pouvoir. Mais en ce qui concerne la carte universitaire, les inquiétudes sont plus graves encore, s'il est possible. Dans pratiquement toutes les disciplines, il y a beaucoup moins d'étudiants qu'à Rennes, l'autre ville universitaire de l'Académie. Dans le cas des regroupements envisagés, on pourrait donc, à la limite, craindre la quasi-disparition de l'université brestoise. Même l'enseignement du breton, dans la seule université en pays bretonnant, n'est pas à l'abri, un sbire du ministère ayant déclaré que cet enseignement ne pourrait être maintenu à la fois à Rennes et à Brest. La seule exception, pratiquement, concerne l'océanographie qui n'est enseignée qu'à Brest, Marseille et Paris. Mais dans cette discipline, on tend de plus en plus à former des étrangers, assurés de trouver un emploi à leur retour dans leur pays, les débouchés sur place étant pratiquement taris. Au CNEXO, en effet, on n'embauche pratiquement plus (voir ci-contre), tandis qu'à l'Université, la recherche est en assez mauvaise posture : les crédits normaux de recherche sont de l'ordre du tiers du montant des recettes dues à des contrats d'étude pour l'extérieur. Une bonne partie de ces études sont d'ailleurs commandées par le CNEXO, comme dans le cas des sites nucléaires où la plus grande partie du travail (pour la Bretagne) a été faite en sous-traitance à l'Université. Sur ces contrats extérieurs travaillent des hors-statut, sans garantie d'emploi et licenciables une fois l'étude achevée. Pour cer-

tains les fonds proviennent d'organismes contrôlés par la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique. Ceux-là sont concernés par un plan gouvernemental d'intégration dans des corps régis par un statut national. Pour les autres (contrats avec des organismes publics non contrôlés par la D.G.R.S.T. ou avec le secteur privé), la perspective est le licenciement en fin de contrat, et plusieurs cas se sont déjà produits. Pour le secteur où des intégrations sont prévues, la contrepartie est l'interdiction de toute nouvelle embauche. La recherche est donc condamnée à stagner, sauf à porter exclusivement sur des travaux à court terme à finalité économique immédiate, à réaliser avec du personnel provisoire.

A l'Université travaillent également une bonne vingtaine de chercheurs dépendant du Centre National de la Recherche Scientifique, dont certains sont menacés de licenciement s'ils ne sont pas assez « productifs », ce qui risque d'être de plus en plus difficile vu la dégradation des conditions de travail. Pour les autres, compte tenu de la politique actuelle du C.N.R.S., favorable aux grosses équipes et aux centres importants (plusieurs centaines de personnes), des incitations à la migration ne sont pas à exclure, tandis que Brest a fort peu de chance de bénéficier de nouveaux postes C.N.R.S. L'Université de Bretagne Occidentale, si elle survit, est donc bien menacée de devenir un simple lycée.

Enquête J.L.F.

Documentation :

- SNESup (FEN)
- SGEN (CFDT)
- Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (FEN)

# LE JOINT FRANÇAIS

## Histoire d'une espérance

A Saint-Brieuc fin décembre 1978: 4764 demandeurs d'emploi. Et voilà qu'en ce début 79, au Joint Français les craintes se confirment. Depuis plusieurs mois l'intersyndicale tirait la sonnette d'alarme. Le Peuple Breton de janvier exprimait notre inquiétude. Même les prévisions les plus pessimistes sont dépassées: 280 licenciements dont 114 à Saint-Brieuc.

La direction du Joint invoque la conjoncture économique difficile, une concurrence très vive, le recul des ventes et l'augmentation des charges entraînant des pertes importantes.

La CFDT très majoritaire dans l'usine parle d'erreurs de gestion, de commandes déficitaires, de fabrications défectueuses ou vendues à perte. La CGT met en cause la CGE qui recherche le profit maximum alors que son bénéfice s'est accru de 28 % en 1978.

La direction veut donc réorganiser les services pour améliorer la production et rétablir la rentabilité. Les syndicats se demandent si ce n'est pas l'avenir même de l'usine qui est en jeu.

### Le Joint Français à Saint-Brieuc

Depuis 1972 le Joint Français est passé dans la légende. Une grande victoire ouvrière. Pour nous, Bretons, une grande fierté; l'une des

plus mémorables manifestations de la solidarité bretonne face à l'exploitation de la Bretagne par le Grand capital hexagonal et international.

Le Joint Français à Saint-Brieuc: une usine pirate; rafraichissons nos mémoires.

### 1962

L'euphorie économique des années 60, la décentralisation. L'usine mère, filiale à 99,9 % de la puissante CGE (Compagnie Générale d'Electricité), installée à Bezons dans la région parisienne, pose ses conditions. Une aide importante de l'État pour une prime d'équipement au taux maximum et pour la formation du personnel. Un sacrifice sans précédent de la ville de Saint-Brieuc qui offre le terrain, 14 hectares (à 1 centime symbolique le m<sup>2</sup> quand le prix courant est de 12 ou 15 F le m<sup>2</sup>) dans une zone industrielle entièrement aménagée, qui garantit une prime de 700 F par emploi créé, qui aménage le site de façon agréable, qui pendant 5 ans consent un dégrèvement total de la patente et fournit le m<sup>3</sup> d'eau à 0,1 F (4 fois moins cher qu'aux autres établissements de la ville). Bref un cadeau royal (et confidentiel) de l'État avoisinant le milliard d'anciens francs augmenté des 400 millions d'AF offerts par le département des Côtes du Nord et surtout la ville de Saint-Brieuc.

Et pourtant les Briochins, qui par leurs impôts supportent ce sacrifice, déchantent vite. Prévu pour dépasser 1500 emplois, l'effectif ne dépassera jamais 1000. L'usine de Saint-Brieuc sera toujours considérée par la direction comme un simple atelier chargé

d'utiliser l'abondante main-d'œuvre locale pour fabriquer aux moindres coûts les pièces (des joints) conçues, commandées et commercialisées par l'usine mère. Tous les centres de décision sont à Bezons. A Saint-Brieuc il n'y a pratiquement que des O.S. sans qualification, sous payés, très mobiles et sans défense car peu syndiqués. Les salaires sont les plus bas de la ville. Voilà bien le type même de l'usine pirate.

### 1972

Mai 68 est passé: intense moment de réflexion qui permet à beaucoup de prendre conscience de l'exploitation éhontée dont ils sont les victimes. Arrive 1972:

«Et voici la colère bretonne  
la colère et l'espoir mêlés  
les charlatans qu'on déboulonne  
voici le jour des poings levés»

(Gilles Servat)

Tout au long du conflit qui durera de février à mai, la direction, forte de l'appui du patronat et du pouvoir, fait preuve du plus profond mépris pour les travailleurs. Refus de discuter,

### DÉPUTÉ DES « PAYS DE LOIRE » ? (ou le socialisme aux couleurs de Michel Debré)

Les socialistes de Loire-Atlantique vont avoir fort à faire pour colmater les fuites provoquées dans leur électorat par l'attitude de leurs représentants au conseil municipal de Nantes.

Le refus d'appuyer la création de l'école Diwan de Nantes, il y a quelques mois, contrairement à l'attitude adoptée par leurs amis politiques de Brest, Rennes ou Lorient, a étonné.

Le Comité pour l'unité administrative de la Bretagne signale quant à lui que les projets de vœu adressés en avril et septembre 1977 à la municipalité en faveur de l'unité administrative de la Bretagne et d'une information bretonne sur cinq départements sont restés dans les tiroirs du Maire.

Lors de la Marche pour l'Unité, en octobre, les élus socialistes nantais ont brillé par leur absence, alors qu'on en comptait un bon nombre de Saint-Nazaire, dont le député Claude Evin, aux côtés des élus U.D.B. et M.R.G. Le Maire Alain Chenard faisait le mort, sauf pour regretter dans un communiqué que « les » manifestants aient arraché un drapeau à la Mairie, et faire pavoiser celle-ci en grand le lendemain, par repréailles.

La dernière et la meilleure: le même Alain Chenard vient de déposer une question écrite sur le bureau de l'Assemblée Nationale pour demander que « Radio-Pays de Loire » voie ses moyens accrus pour être vraiment « l'organe de la région des Pays de Loire »!

Le Député-Maire de Nantes songerait-il à compenser du côté de la bourgeoisie anti-bretonne la perte des voix U.D.B. et sympathisantes qui lui ont été indispensables pour accéder à son siège ?

M.F.



Patrick Ewen, en 1972, pendant un spectacle de soutien.

chantage à la fermeture, pourrissement de la grève, recours à la force. Mais l'occupation de l'usine par les gardes mobiles puis l'intervention brutale des C.R.S. sur ordre de la Préfecture met le feu aux poudres « Nous ne travaillerons pas les fusils dans le dos ». L'élan de solidarité qui se développe dans toute la Bretagne et au-delà, permet aux travailleurs du Joint de remporter une retentissante victoire. Assurément une grande victoire des travailleurs face au Grand Capital mais aussi une grande victoire du peuple breton face au pouvoir centralisateur.

### Aujourd'hui

1979: Les temps ont changé. La crise économique est profonde, le chômage

continue de s'aggraver (1.300.000 chômeurs en ce début 1979) et le potentiel industriel de la Bretagne est terriblement entamé. Politiquement la Droite est triomphante car l'Union de la Gauche a éclaté. A Saint-Brieuc la toute récente action des travailleurs de Chaffoteaux est révélatrice : P.S. et P.C. poursuivent leur guerre fratricide et entre C.G.T. et C.F.D.T. la désunion au niveau local est profonde.

Alors les travailleurs du Joint, qui en 72 ouvrirent une page glorieuse de l'histoire de la Bretagne, ne peuvent-ils aujourd'hui compter sur eux-mêmes ? En octobre 78 l'intersyndicale dénonçait la dégradation constante des conditions imposées aux travailleurs de l'usine et le retard des salaires. Et voilà : aux revendications, aux demandes de négociations la direction vient de répondre : 114 licenciements. S'ils se réalisent l'effectif descendra en dessous de 750. Où sont les 1.500 emplois promis lors de l'installation ? N'est-ce pas l'avenir même de l'usine qui est en jeu ?

**« Et pourtant cette usine du Joint Français, nous Briochins l'avons très largement payée de nos deniers. Sa défense c'est aussi notre affaire ».**

Et pourtant, désormais, partis et syndicats de gauche en Bretagne affirment tous que s'il faut vivre et travailler en Bretagne il faut aussi y décider. Alors au-delà des proclamations de principe et des querelles qui viennent d'ailleurs la défense du Joint Français est leur affaire.

Et puis l'idée d'appartenance à une Bretagne colonisée progresse rapidement dans le peuple breton : la défense du Joint est aussi son affaire. Sera-t-il à la hauteur de l'espérance qui naquit en 72 de l'union et de la solidarité ?

Roger Le Guellec

## CHIFFRES POUR UN COMBAT

Aujourd'hui le Peuple Breton peut compléter son étude de la population en Bretagne par les chiffres de l'évolution de la population active par secteur d'activité durant les trois dernières années

	75	76	77
Primaire	- 31	- 24	- 25
Industrie	- 22	+ 0.1	- 0.5
Bâtiment - T.P.	- 0.1	+ 0.1	- 0.2
Tertiaire	+ 0.2	+ 0.2	+ 0.2
Total	- 0.3	+ 0.2	+ 0.2

Evolution et pourcentage d'une année à l'autre  
Bretagne 5 départements

On retiendra, au niveau de l'analyse globale, que la très nette augmentation du nombre total des emplois — salariés et non salariés — en Bretagne est due exclusivement à l'accroissement sensible du nombre des emplois tertiaires salariés. La population totale active qui était en 1975 de 1.339.500 est en début 78 de 1.343.625, soit une augmentation de + 0,3 %.

L'emploi chute dans le secteur primaire — essentiellement agriculture et pêche — en particulier chez les non-salariés (propriétaires-exploitants représentatifs de la population rurale).

Cette hémorragie du secteur primaire ne trouve pas, dans l'industrie, le bâtiment ou les travaux publics l'appel d'emplois nécessaire, puisque ces secteurs connaissent eux aussi une baisse notable des effectifs, salariés ou non.

Ce tableau de l'évolution de l'emploi en Bretagne au cours des trois dernières années synthétise ainsi avec une quasi-perfection les tendances depuis longtemps décrites et analysées par notre parti : maintien du processus de désertification des campagnes, amorces d'un inquiétant processus de désindustrialisation, prédominance croissante et malsaine d'un tertiaire — non productif — aux mains d'intérêts extérieurs. Le secteur tertiaire représente à lui seul 50,7 % des emplois contre 18,7 % au secteur primaire et 20,5 % du secteur industriel début 1978.

La revendication de l'exploitation et de la transformation sur place des produits de notre sol et de la mer reste ainsi fortement justifiée, et la preuve est faite que l'extension de l'emploi tertiaire, sans création ou extension d'emplois productifs, non seulement ne suffit pas à assurer une croissance globale de l'emploi correspondant à celle de la population en âge de travailler, mais contribue à fragiliser la situation générale de l'emploi, en renforçant la dépendance économique bretonne.

## UNE LETTRE DU MAIRE DE COMBRIT (CORNOUAILLE)

Nous avons reçu du Maire de Combrit, la lettre suivante :

Chers Camarades,

S'attaquer au problème de l'emploi, c'est prendre sûrement des risques. Dans votre numéro 180 de novembre 1978, vous évoquez les problèmes que la municipalité de Combrit a eu avec l'Entreprise A.E.D. sous le titre de « L'usine pirate de Combrit ».

Si dans l'ensemble, votre article paraît convenablement informé, (...) nous nous étonnons du dernier paragraphe de cet article. Vous vous posez la question suivante : « N'est-ce pas une industrialisation-alibi, promise par la dite municipalité ».

Nous avons en effet inscrit, en tête de notre programme électoral de 1977, la défense de emplois existants dans la commune et la création de nouveaux emplois (une soixantaine de personnes est actuellement en chômage dans notre commune). A notre arrivée à la tête de la Municipalité, nous avons dans un premier temps acquis un bâtiment industriel (après liquidation judiciaire) et nous en avons fait une usine relais. Proposée par Ouest-Atlantique, l'Entreprise A.E.D. s'est donc installée dans ce bâtiment signant le bail prévoyant la création de 40 emplois dans un délai de 23 mois. Si nous avons engagé des frais pour l'acquisition de ce bâtiment signant le bail prévoyant la création de 40 emplois dans un délai de 23 mois. Si nous avons engagé des frais pour l'acquisition de ce bâtiment et pour son adaptation, ce n'est pas pour faire un « alibi » mais pour offrir les moyens nécessaires à la création d'emplois. Il est sûr qu'en cette période de marasme économique, c'est toujours prendre un risque de

s'attaquer à un tel problème. Ce serait bien sûr plus facile de transformer l'usine-relais en salle de fêtes ou cantine comme beaucoup nous le conseillent.

D'autre part concernant le projet de la Base Littorale de Nature et de Loisirs de Combrit-IleTudy et non « Base de Loisirs » comme vous l'informez, nous avons donné une orientation à cette action où les loisirs ne sont que la troisième composante : acquisition de terrain en zone littorale afin d'éviter la prolifération de résidences secondaires. (Vous semblez ignorer la création envisagée d'une marina de 2.000 logements dans le Polder). Nous pensons l'utiliser en priorité pour relancer l'agriculture dans cette zone (une étude agropédologique a révélé les potentialités agricoles de ce site) et après drainage pour le développement de l'aquaculture dans la zone jouxtant l'étang de Kermor sur lequel travaille le CNEXO. Ces projets définis solennellement dans la charte adoptée par le Syndicat Mixte de la Base sont connus de l'ensemble de la population puisqu'ils ont été discutés en Commission extramunicipale et publiés dans le bulletin municipal et la presse locale.

Les camarades de l'U.d.B. de la section de Pont-L'Abbé ne peuvent ignorer cela. Notre Municipalité s'avère d'infléchir l'évolution qui conduisait la Commune de Combrit vers une zone de résidences secondaires.

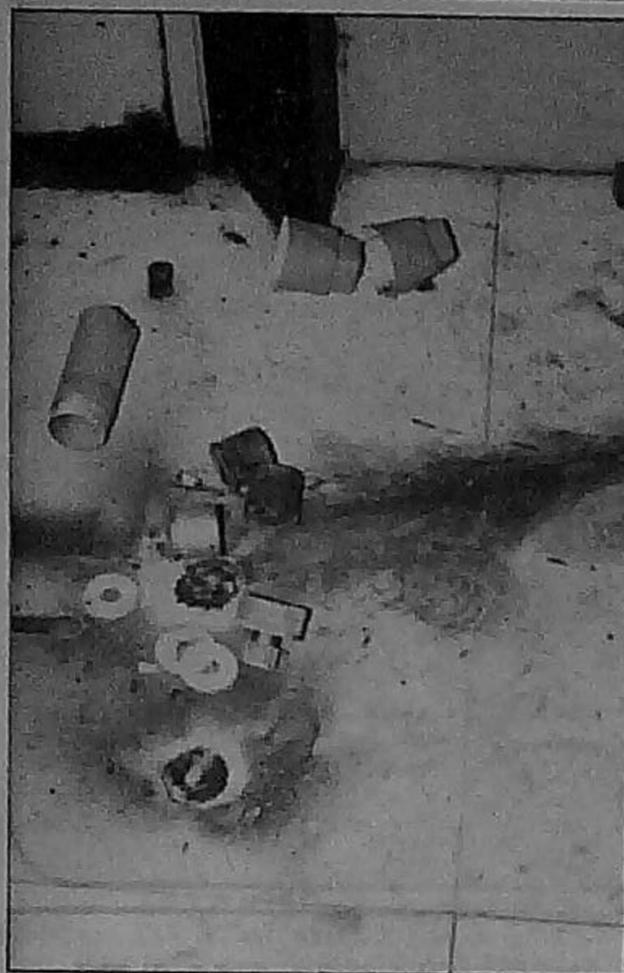
L'aspect loisirs s'oriente à l'heure actuelle vers la création d'un village de vacances géré par les C.A.F., le tourisme social étant un besoin indiscutable des classes populaires et des aires de détente sommairement aménagées. En tout cas rien qui pourrait ressembler à Luna-Park.

Nous sommes déçus de voir que les camarades de l'U.D.B. du canton désapprouvent cette politique. Vous parlez de 650 hectares au niveau de la base. En réalité dans le concept de cette base, deux Z.A.D. ont été créées : la ZAD du polder (300 ha) et la ZAD de Roscanvel (30 ha) afin que les collectivités intéressées puissent contrôler le foncier. (Les Municipalités de Gauche dont fait partie l'U.D.B. s'orientent également vers cette maîtrise).

D'autre part, les objectifs d'une municipalité se traduisent dans le budget. Celui-ci, pour les années 77 et 78 a été consacré pour l'essentiel à des objectifs visant à la création d'emplois.

De plus, nous avons décidé la création de 2 Z.A.D. à vocation artisanale, l'une de 10 hectares à Kerbenoën, l'autre de 13 ha dans le secteur de la Gare. nous avons actuellement acquis 3 ha dont une partie sert déjà à des entreprises locales. Nous vous rappelons qu'à notre arrivée, nous ne disposions pas d'1 m2 pour les entreprises désirant s'implanter sur notre commune. Vous passez également sous silence l'implantation de la boulangerie industrielle dont l'objectif est la création d'une vingtaine d'emplois. Nous poursuivons par ailleurs des contacts avec d'autres entreprises susceptibles de créer des emplois sur Combrit.

(La position que nous défendons a toujours été la suivante : mieux vaut une usine-pirate que pas d'usine du tout. Le problème de l'emploi est d'une telle acuité que toute implantation doit être acceptée, quitte à se battre ensuite pour donner à ces emplois une qualité satisfaisante. encore faut-il que les emplois soient créés ! Et l'AED avait réussi cet exploit de décentraliser sans créer d'emplois...)



(1) L'intervention des gardes mobiles le matin. (2) A la mairie, avant l'entrée en force des C.R.S. (3) Le Hall de la Mairie le mercredi soir. (4) A la manifestation du jeudi. (photos Le Peuple Breton)

## LE COUP DE SAINT-NAZAIRE

Les ouvriers des chantiers Alsthom Atlantique se sont trouvés lock-outés le mardi 19 décembre suite à la panne EDF. Les organisations syndicales ont aussitôt demandé l'indemnisation des heures perdues ne voulant pas une nouvelle fois faire les frais d'une situation dont ils n'étaient pas responsables. Car il faut savoir que pour un travailleur des chantiers, la perte du salaire occasionnée par la réduction d'horaire à 34 F par semaine, représente au minimum 350 F par mois.

Le refus de la direction d'Alsthom Atlantique d'accepter de négocier l'indemnisation immédiate a entraîné la colère des travailleurs. Ils ont invité deux cadres de la Direction auxquels sont venus s'adjoindre volontairement 2 autres à venir à la mairie de St-Nazaire pour négocier.

A l'arrivée du cortège des travailleurs à la mairie, c'est la surprise et l'indignation. Pour la première fois depuis 14 ans un détachement de gardes mobiles armés et casqués barre l'accès des travailleurs à la mairie. L'intervention de quelques

élus parmi lesquels J. L'Héritier, conseiller municipal UDB, leur signalant que les élus ne leur avaient pas fait appel, a provoqué le départ des gardes mobiles sans incident.

Les négociations purent alors débuter entre 40 délégués syndicaux et les 4 représentants patronaux sous l'arbitrage des élus PS, PC et UDB. Dans la soirée ce fut soudain l'agression. Vers 21 h, un commando de gardes mobiles fait irruption dans la mairie, cassant les vitres, lançant des grenades lacrymogènes, récupérant enfin les « patrons » non sans continuer de frapper, blessant grièvement des travailleurs et des élus, maires adjoints, députés, conseillers municipaux et généraux qui voulaient s'interposer.

La dureté de cette intervention provoquera une grande manifestation regroupant 10 000 personnes profondément indignés car comment mettre dans la balance les moyens inqualifiables utilisés par le pouvoir patronal et les aspirations légitimes de travailleurs réclamant en vain des négociations pour le paiement d'heu-

res perdues. Déjà sur leurs lieux de travail, les travailleurs connaissent la répression patronale et policière mais depuis 1968 on n'avait pas encore vu l'entrée des forces de police dans des bâtiments publics. Il s'agit bien ici d'une escalade dans la répression patronale et gouvernementale qui en fait tente de masquer une totale incapacité à résoudre la crise et le chômage. Bafouer d'une telle manière une municipalité élue démocratiquement à 58 % est manifestement le fait de méthodes fascistes. Cette violence contre les travailleurs accompagnée plus sournoisement de lois anti-sociales n'est pas non plus sans rappeler les méthodes coloniales pratiquées par l'Etat capitaliste français bafouant d'autres peuples tant dans leur fonctionnement politique que religieux et culturel.

Une fois de plus le Préfet et le ministre de l'Intérieur M. Bonnet ont dévoilé aux travailleurs bretons le sinistre visage de leurs fonctions.

(Enquête : UDB St-Nazaire)

# LES INSULTES DE 8h25

par F. KERFRAVAL



Edouard Sablier



R. Cohen/AGIP

A 2

Tous les jours, France-Inter lui confie un micro pour édicter de sentencieux jugements sur l'état de santé de l'univers. Chaque matin à 8 heures 25, il classe, analyse, étiquette les conflits et les victimes. A la gauche ou à la droite du Président. Dignes ou non de l'indignation ou de la commisération de l'opinion.

M. Edouard Sablier, tous les jours de la semaine, vous m'insultez. Moi, le Palestinien qui ai l'imprudence de réclamer une terre et une dignité. Moi, le Sahraoui qui me hasarde à résister aux armées de votre ami Hassan. Moi, l'Iranien qui ai poussé l'audace jusqu'à foutre à la porte de mon pays votre autre bon ami Mohamad le Chah. Nous tous qui sommes sur le mauvais rivage.

Jadis, Madame avait ses pauvres. Ils étaient tous de la paroisse. Elle les entretenait jalousement et au terme d'une vie de misère, les menait à coup sûr au Paradis.

Aujourd'hui, l'amour du prochain se pratique à l'échelle planétaire. Le dévouement à domicile, c'est fini. D'ailleurs, c'était salissant et peu enthousiasmant. Désormais, la terre entière est devenue un vivier de bonnes causes, propres à soulager les bonnes consciences occidentales. Voici venue l'ère de la charité à la carte et à la petite semaine.

Mais attention, pas tous à la fois! La voix de la France choisit ses indigents, sélectionne ses martyrs, les promouvoit à coups de reportages, de témoignages et de commentaires et, par ondes et images interposées, les faits assoir aux tables familiales.

Qu'un Juif soviétique soit empêché d'émigrer, qu'un Tchèque tchèque dissident soit privé d'emploi, qu'un Chinois du Vietnam soit contraint à l'exil: tous ces errements doivent être condamnés, mais permettez-moi, Messieurs les hérauts de misères lointaines, Messieurs les planqués de l'arrière, de trouver vos indignations faisandées. Derrière vos secourables appels, j'entends encore comme des bruits de chaînes et de plaintes étouffées.

C'est la rumeur des peuples asservis, des hommes humiliés qui sourde depuis la nuit des temps, et que vous, détenteur du pouvoir d'informer, méprisez pour le prix d'une place parmi le petit personnel de la « jet-society ».

N'est-ce pas Edouard Sablier (toujours lui) qui, contresignant ses chroniques, écrit dans « Le Figaro » du 13 janvier: « En quinze ans, aidé par un Premier ministre de classe exceptionnelle, Amir Abbas Hoveyda, le Chah va transformer le pays. L'égalité des

sexes, la naissance d'un Etat industriel, un niveau de vie en progression géométrique, une force militaire qui est l'une des plus importantes de toute la région, une alphabétisation foudroyante, une régionalisation et une réforme agraire libératrice, tout cela a fait de l'Iran, hier encore quantité négligeable sur le plan international et jouet des grandes compagnies pétrolières, une nation avec laquelle il faut compter ».

Aveuglement? Mauvaise foi?

La question se pose quand on lit un peu plus tard dans ce même « Figaro » ce cinglant démenti: « Que les choses soient bien claires: le régime qui vient de s'effondrer à Téhéran a été une abominable dictature et la politique qu'il a menée a été plus qu'incohérente: absurde. Pendant des années, l'Iran a détenu le record peu enviable des exécutions de prisonniers politiques et des bagnes pour opposants au régime (plus d'une exécution par semaine, 20 000 prisonniers politiques!) ».

C'était, il est important de la préciser, dans l'édition du 19 janvier. Le lendemain du départ « en vacances » du Chah. Malheur au vaincu! La bonne presse peut ouvrir ses placards. Dénoncés les corruptions de la famille impériale. Ouvertes les chambres de torture de la Savak. Exhumés les cadavres mutilés des étudiants. Honorés les 3 000 morts du 6 novembre.

Mais M. Sablier lui, reste toujours en place, fidèle au rendez-vous de 8 heures 25. Lui et ses pareils, essaimés, au gré des gouvernants, de journaux en radios, de magazines en chaînes de TV, continuent de choisir nos indignations et de chaperonner, en toute objectivité bien entendu, nos jugements.

Assez!

Gardez vos morts et laissez-moi pleurer les miens. Gardez vos dissidents et laissez-moi serrer les poings.

Pourtant, à vous écouter, j'ai au moins appris une chose. J'ai appris que le sang d'un manifestant iranien fait, en coulant, moins de bruit que les larmes d'un réfugié vietnamien.

# La vie de l'U.D.B.

**Pour vivre  
et travailler  
en Bretagne...  
Il faut décider  
en Bretagne**

**A LORIENT,  
LE 24 FÉVRIER  
MEETING U.D.B.  
AU PALAIS DES CONGRÈS**

Des cars seront au départ des principales villes.

## **MEIN-HARZ**

(JALONS)

La revue théorique de l'U. D. B.

**LE NUMÉRO 6 EST PARU AVEC  
POUR THÈME : « AUTONOMIE ET SOCIALISME »**

Encore disponibles :

- N° 2 Nationalisme et luttes de classes (1)
- N° 3 Nationalisme et luttes de classes (2)
- N° 4 Lutte politique, luttes culturelles (1)
- N° 5 Lutte politique, luttes culturelles (2)

Chaque numéro vendu 10 F (+ 1,70 F pour envoi)  
U.D.B. : B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX

Au lendemain des élections législatives de mars 1978, parlant du score obtenu par les 17 candidats de l'UDB, le journal « Le Breton socialiste » posait la question de l'utilité de l'existence de notre parti. Le PS ayant, paraît-il, pris en compte l'essentiel de la « revendication régionaliste », le vote « utile » ne jouait pas en notre faveur, et nous n'avions selon certains, qu'à en tirer les conséquences.

Depuis, le « Breton socialiste » a disparu, le PS est en proie à des restructurations douloureuses, et surtout, ses options bretonnes ont déserté le devant de la scène puisqu'à nouveau l'échéance électorale n'était plus imminente. Mais le problème breton demeure, plus aigu que jamais et le prétendu « vote utile » a montré ce qu'il signifiait. Le naufrage d'une gauche française suicidaire a aussi retardé la prise en compte de la revendication bretonne ; en prétendant la confisquer, la gauche, surtout la gauche socialiste, l'a enfermée dans son échec. En la reléguant par la suite au rang des questions subsidiaires, elle a accentué son caractère marginal.

Aujourd'hui, pour les cantonales, nous referra-t-on encore le coup ?

Aux législatives, — la démonstration en a souvent été faite — le matraquage de l'information en faveur des grands partis, l'enjeu « national » du scrutin avaient joué contre nous. L'UDB, comme l'ensemble de la gauche a subi le contrecoup des résultats de mars 1978. Mais ce contrecoup a été surmonté, à la fois sur le plan financier (ce ne fut pas simple...) et sur le plan militant et, tout en recherchant les moyens de participer aux élections truquées de juin pour les européens, l'UDB présente aux élections cantonales de mars un nombre record de candidats : 34 contre 9 en 1976 !

Nul recul donc, et nul complexe pour les candidats de l'UDB. Dans quatre conseils régionaux de Bretagne sur cinq, la droite est encore majoritaire, une droite souvent sans envergure, clientéliste, dépassée quand elle se risque à l'aborder par le problème numéro 1 de la Bretagne : celui de l'emploi.

# CANTONALES 79

Pas de complexe non plus par rapport à la gauche : c'est à l'UDB qu'il faut faire confiance pour résoudre le problème breton ; le vote « utile », en Bretagne, c'est le vote pour un parti à la fois breton et de gauche. La véritable « utilité » c'est d'avoir dans les conseils généraux des UDB pour poser globalement le problème breton, s'opposer au pouvoir exorbitant du Préfet, construire un réel organe de décision breton.

Le Bureau Politique de l'UDB a arrêté le 14 janvier la liste définitive des candidatures : les voici classés par fédération UDB.

La fédération de Rennes présente à Rennes 7 **Monique Rannou** et à Rennes 8 **Jean-Yves Gaultier** ; la fédération de Rance-Penthièvre présente à St-Brieuc **Yvon Guerveno**, à Dinan-Ouest **Jeannine Darnet**, à St-Malo **Henri Gourmelen**, à Plouha **Yvon Fichou** et à Etables **André Gauffeny** ; la fédération du Trégor présente à Paimpol **Pierre Morvan**, à Perros-Guirec **Pierre Lavanant**, et à Plestin les Grèves **Etienne de St Laurent** ; la fédération du Nord-Finistère présente à St-Pol de Léon **Jacques Henry**, à Plabennec **Jean-Pierre Lavanant**, à Ploudalmézeau **René L'Hostis** et à St Thégonnec **Yvon Croguennec** ; la fédération de l'agglomération brestoise présente à Brest 1 **Claude Cabon**, à Brest 4 **Ronan Leprohon** et à Brest 6 **Yann Daumer** ; la fédération de Cornouaille présente à Crozon **Jean Riou**, à Concarneau **Yves Rouger** et à Rosporden **Paul Guéguéniat** ; la fédération des pays de Lorient présente à Guémené-sur-Scorff **Sylvie Gillet**, à Lanester **Yannick Quénéhervé** et à Lorient **Joël Guégan** ; la fédération du Haut-Vannetais présente à Quiberon **Daniel Dollé**, à Vannes-Ouest **Jean-Paul Murigueux** ; la fédération de Loire-Atlantique présente à Herbignac **Gilles Barrillot**, à Carquefou **Alain Olivier**, à Nantes 5 **Patrick Pellen**, à St-Nazaire **Jacques L'Héritier**, à Nantes 9 **Joël Boulzennec** ; la fédération du Centre Bretagne présente à Pleyben **Youenn Le Lay**, à Gourin **Marcel Le Moing**, à Carhaix **Francis Fave-reau**.

## A Rennes

Monique Rannou, 51 ans, employée de bureau, conseillère municipale de Rennes, membre du Bureau politique de l'UDB.

C'est le canton de Rennes 7 que nous avons choisi pour présenter notre camarade. Il s'agit en effet du canton à plus forte densité de population du pays rennais. Il se caractérise par une zone urbaine importante, quartier neuf ou abondent les tours, quartier ouvrier le plus important de Rennes et par une zone de bocage qui connaît de nombreux problèmes fonciers, des problèmes d'installation des jeunes agriculteurs, l'exode rural. Mais la menace la plus grave est la fermeture probable de Vern sur Seiche.

Jean-Yves Gaultier, 32 ans, ouvrier tireur photographe, membre du Bureau de la Fédération de Rennes de l'UDB.

Notre camarade se présente sur un canton de « droit divin » ! En effet le notable Le Douarec avait défrayé la chronique rennaise voici quelques mois en prétendant rendre, selon les règles du droit



Jeanne Darnet, à Dinan.

successoral, à son homologue Joly ce qui lui revenait : le mandat de conseiller général est une tradition familiale depuis plusieurs décennies. Eh bien, nous sommes assurés que les électeurs, soumis à la dure exploitation notamment à l'usine Citroën sauront sanctionner une politique au service du capital.

## LE CANTON DE QUIBERON

Le canton de Quiberon qui comprend aussi les communes de Saint-Pierre, Plouharnel, La Trinité et Carnac est avec la presqu'île de Rhuys un des deux grands « gisements touristiques » du Morbihan, comme le disent nos notables.

Les notables justement — de haut rang — prolifèrent dans ces deux gisements. Avec Marcellin (ancien Ministre, président du Conseil général du Morbihan, président du Conseil régional) ; avec Golvan (ex-sénateur, ex-président de la SATMOR) ; avec Bonnet (Maire de Carnac, Conseiller général de Belle-Ile, Ministre de l'Intérieur) les deux presqu'îles devraient connaître la richesse ou du moins jouir d'un bien-être économique.

On en est loin. La démographie, température d'un pays, nous apprend que la population du canton de Quiberon est passée de 13.924 habitants en 1968 à 13.379 en 1975. Le taux d'activité déjà faible en Bretagne : 41,3 % tombe à 38,1 % dans la région Auray-Quiberon et 26 % dans la commune de Saint-Pierre.

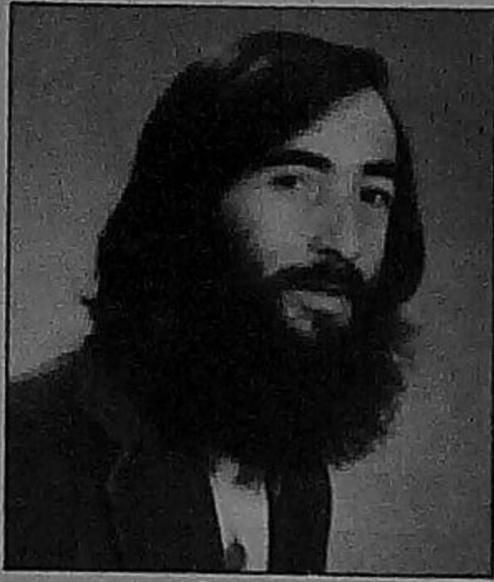
Ceci prouve bien que le tourisme ne comble pas les vides laissés par l'abandon des activités traditionnelles. En 1960, 1.000 personnes vivaient à Quiberon de la pêche et des activités annexes. En 1970 il n'en restait que 200. Sur les 11 conserveries que comptait Quiberon il y a 25 ans, il en reste 3.

On a misé à fond sur le tourisme, du moins sur un certain tourisme qui fait passer la population de 4.723 habitants l'hiver à 70.000 pendant les deux mois d'été.

Le port de plaisance de La Trinité qui a coûté « officiellement » un milliard quatre cent millions d'A.F. a créé « officiellement » 14 emplois permanents et 12 saisonniers. Celui de Port-Haliguen a coûté plus, sans avoir créé plus d'emplois.

L'UDB ne dit pas non au tourisme, mais elle dit non à cette forme de tourisme incapable de faire vivre toute l'année une région.

Avec Daniel Dollé, syndic des gens de mer, déjà candidat aux législatives, l'Union Démocratique Bretonne est prête une fois de plus à défendre les travailleurs bretons du canton de Quiberon.



Joël Boulzennec



Alain Olivier

## En Loire-Atlantique

### NANTES 5:

Employé à la S.E.B., élu municipal U.D.B. de Nantes, Patrick Pellen connaît bien ce canton où il habite et travaille. Le conseiller sortant, un ex-P.S. de la municipalité Morice, a jugé plus prudent de ne plus solliciter les suffrages des travailleurs. Ce secteur de Chantenay, vitrine de la désindustrialisation de la Basse-Loire, trouverait assurément dans notre parti son porte-parole idéal.

### NANTES 9:

Ouvrier biscuitier, Joël Boulzennec est sympathiquement connu dans ce canton de l'Est nantais où il réside. Il saura exprimer les inquiétudes et les espoirs de ce quartier où l'ancien se mêle au nouveau, et où notre parti a considérablement accru son activité au service de la population. Le sortant, là encore, est un ex-P.S. de la municipalité Morice.

### SAINT-NAZAIRE-OUEST:

Conseiller municipal U.D.B. de Saint-Nazaire, où il exerce l'activité professionnelle d'agent commercial dans la construction, Jacques L'Héritier a su démontrer par des propositions concrètes que le chômage n'était pas une fatalité dans un secteur où l'on compte ces derniers mois plus de 100 demandes d'emploi pour une offre. C'est aussi aux côtés des travailleurs des Chantiers qu'il a reçu un coup de matraque lors de l'agression de la Mairie par les «forces de l'ordre» en décembre. Beaucoup de ces travailleurs des Chantiers Navals habitent comme lui ce canton l'Ouest nazairien. Le sortant P.S., un ancien député passe-partout, ne se représente pas.

### CARQUEFOU:

Ce canton de la banlieue-Est de Nantes pourrait bien échapper cette année au Maire «apolitique» de Carquefou, élu pourtant au premier tour il y a six ans. L'urbanisation plus ou moins sauvage s'y est en effet fortement développée. Responsable d'une association populaire d'aide familiale, Alain Olivier est depuis des années au contact du revers de cette urbanisation. Responsable des affaires extérieures de l'U.D.B. en Loire-Atlantique, il a eu aussi maintes fois l'occasion de dire qu'un élu cantonal de gauche saurait peser en faveur de choix départementaux plus favorables à de meilleures conditions de vie.

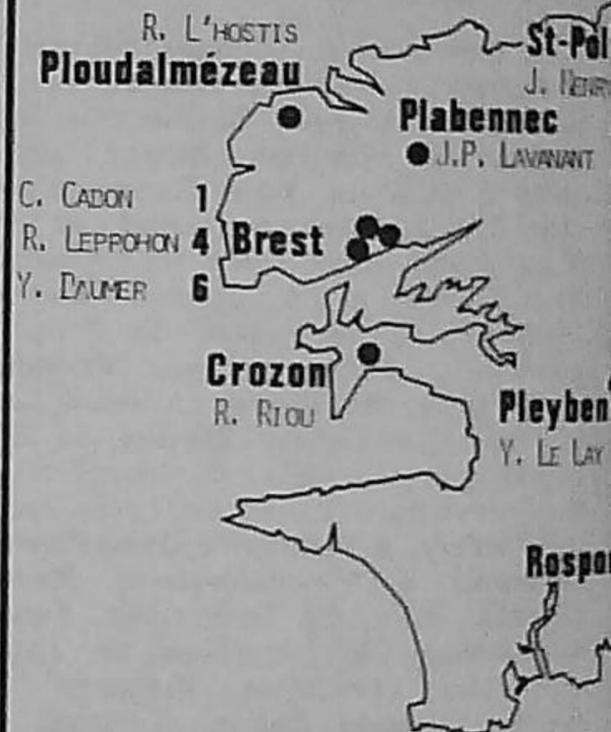
### HERBIGNAC:

Parti d'un centre gauche relativement militant, ce qui lui a valu d'être élu au 1<sup>er</sup> tour il y a six ans, le Sénateur Legrand ne se distingue plus guère d'une majorité départementale de droite vers laquelle il poursuit son ascension politique. Une ascension qui pourrait bien connaître son premier raté en mars prochain. Gilles Barrillot, agent des P.T.T. qui travaille à Saint-Nazaire et habite en Brière comme beaucoup des habitants de ce canton, y aidera au nom de l'U.D.B. Il saura en particulier dénoncer les limites d'un parlementaire à qui le nucléaire a paru un choix raisonnable dans un département qu'une production déjà très excédentaire d'énergie n'empêche pas d'être le plus frappé par le chômage...

## CORNOUAILLE

Concrétiser  
des  
possibilités

## Les candidats

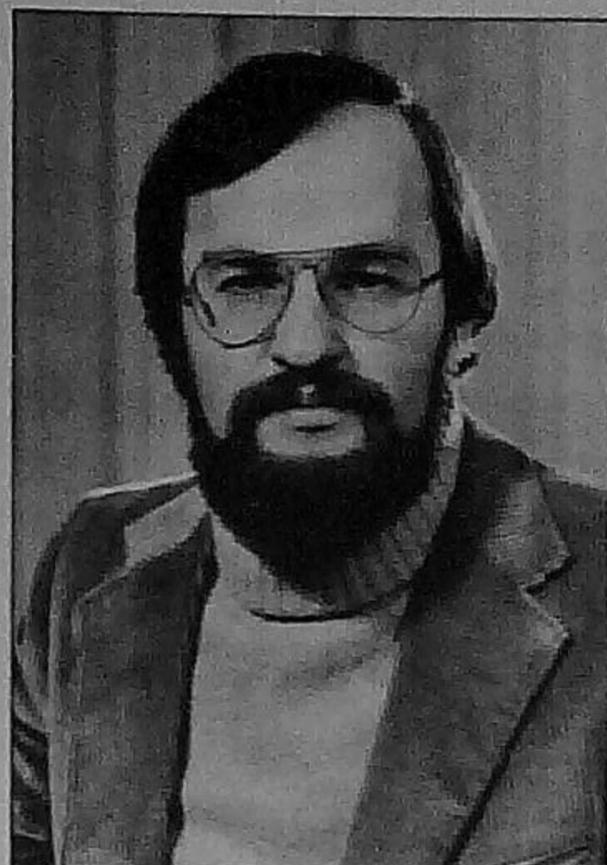


Voici un pays riche de possibilités venues de la mer et de l'agriculture, un pays qui possédait une infrastructure industrielle, un pays qui devient un désert. Parce que c'est inadmissible et qu'on peut renverser la vapeur, la fédération de Cornouaille sera présente aux cantonales.

Dans le canton de Crozon, tenu jusqu'à présent par le Dr Jacquin, notable et déraciné, il n'y a pas de travail ; les jeunes s'en vont la semaine, reviennent le dimanche. Vivre au pays ? Comment quand le tourisme accapare tout ce que l'armée n'a pas déjà pris ? L'île Longue condamne la presqu'île ; Roland Riou se battra contre cette situation.

A Concarneau, notre candidat sera Yves Rouger, Conseiller Municipal. Yves et ses camarades travaillent concrètement à sauver le port, à assurer l'emploi en tentant de faire repartir l'usine SOPROMER sur des bases solides. Sa présence au Comité économique et social lui permet de développer l'idée : Concarneau, port d'Europe.

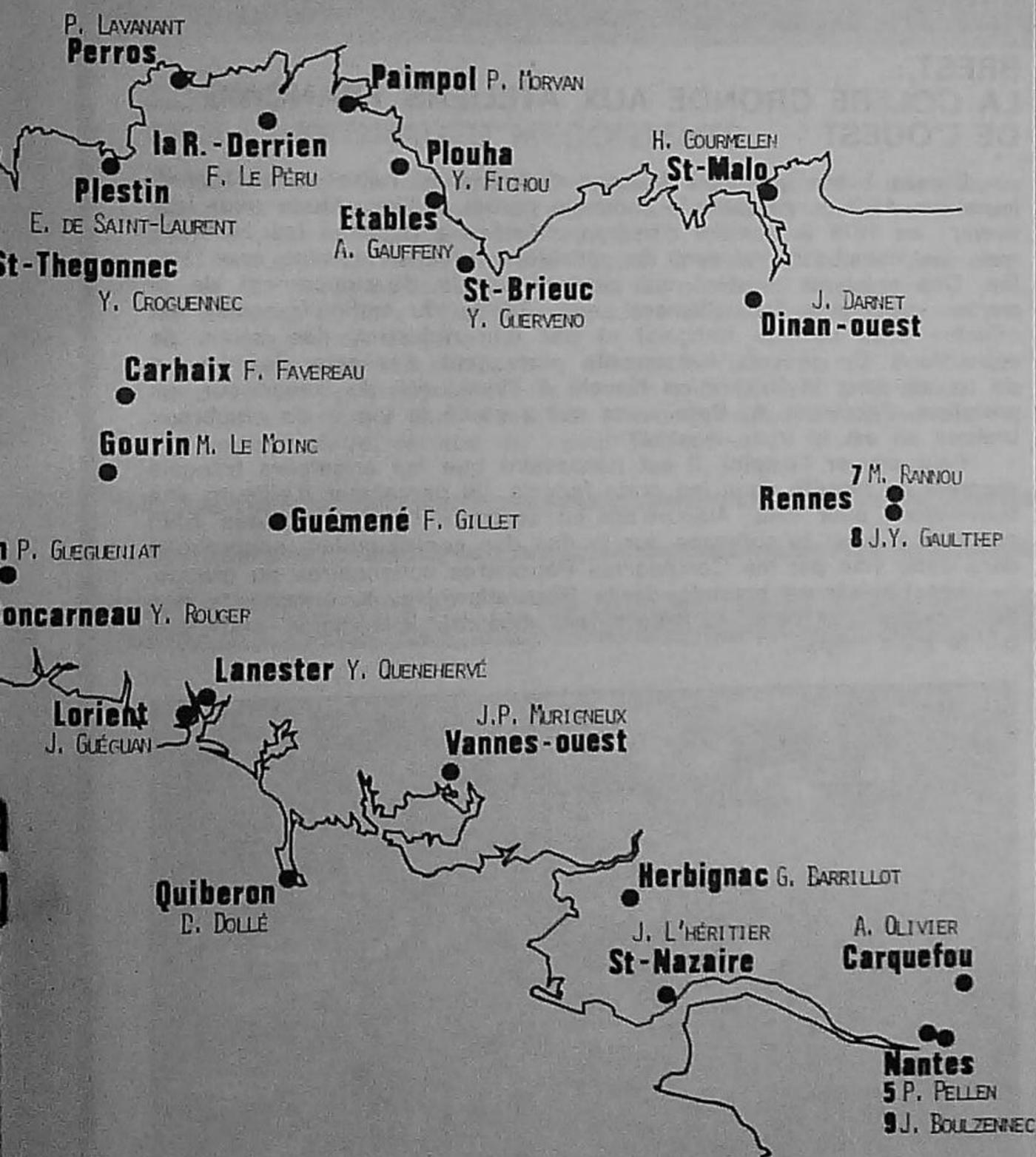
A Rosporden, canton d'excellentes terres agricoles, Paul Guégueniat veut éviter la disparition des services sans lesquels un pays ne vit plus : or chaque année se posent des problèmes scolaires ; la S.N.C.F. cherche à réduire l'activité de la gare : là encore, c'est le désert qui se fait.



Le Guillo

Y. Le Lay, candidat à Pleyben.

## ts de l'UDB en mars 1979



## Sauver le Centre-Bretagne

Dans une Bretagne touchée de plein fouet par le chômage, l'exode et la crise agricole, le Centre-Bretagne fait figure de symbole d'un pays sinistré : chute libre de la démographie, asphyxie financière des communes rurales, menaces sur les écoles rurales, conditions de vie de plus en plus difficiles, l'intérieur est menacé de n'être plus que le « poumon vert » de la France et de l'Europe utile.

L'U.D.B. entend refuser l'alternative classique de l'accompagnement de la mort lente de notre pays ou de la démagogie de notables qui, après avoir été complices pendant des années de cette politique, prétendent se poser en sauveurs de leurs cantons. Le comble est atteint par Jean Rohou, ancien maire et conseiller général de Carhaix, qui après avoir entraîné des dizaines de travailleurs dans sa chute, voudrait faire oublier la responsabilité de la droite dans la situation actuelle.

Seul un pouvoir autonome, élu démocratiquement et possédant les ressources nécessaires, aurait la volonté politique et les moyens de garder les travailleurs bretons au pays.

Dénoncer la faillite de la droite et les mensonges des notables, concrètement, sur le terrain, dans les communes, voilà le sens des candidatures présentées par la fédération du Centre-Bretagne :

**Francis Favereau à Carhaix**  
**Marcel Le Moing à Gourin**  
**Youenn Le Lay à Pleyben**

## Dinan : forte dégradation de l'emploi

Pendant les neuf premiers mois de l'année 1978, 16 fermetures d'entreprises sur 77 enregistrées dans les Côtes du Nord sont intervenues dans la région de Dinan représentant le 1/3 des licenciements du département. Parallèlement 57 entreprises ont licencié.

Alors, comment actuellement espérer vivre, décider et travailler au pays de Dinan ?



## Electronique : journée régionale d'action

L'électronique en Bretagne, c'est 21 000 emplois dont 15 000 dans le secteur privé. Or de nombreux licenciements sont annoncés dans toute la Bretagne: 300 chez Ericsson à Brest, 1 200 dans les AOIP de Morlaix et de Guingamp.

Pour attirer l'attention de l'opinion publique sur cette situation des manifestations ont été organisées dans les différentes villes concernées le 9 janvier dernier.



## Redon : manifestation contre le chômage

Les unions CGT et CFDT de Redon ont appelé à des arrêts de travail et à une manifestation le 9 janvier dernier pour protester contre le chômage qui sévit dans l'agglomération. En novembre 1978, 1 740 personnes étaient inscrites à l'agence pour l'emploi de Redon.



## Commerce extérieur breton

Les produits agricoles représentent 47 % de la valeur des exportations, les automobiles représentent 31 %.

L'Ille et Vilaine est en tête des exportations grâce à l'industrie automobile. Au second rang le Finistère avec essentiellement des produits agricoles et la pêche. Les Côtes du Nord et le Morbihan ne représentent l'un et l'autre que 10 % des exportations en valeur, provenant de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire.



## ILLE-ET-VILAINE

### CHATILLON-EN-VENDELAIS : DEPOT DE BILAN CHEZ NOUNOURS.

Mauvaise nouvelle pour les travailleurs des Ets Nounours, fabrique de jouets en peluche ! Cette entreprise qui emploie 250 salariés a déposé son bilan au début de l'année.

Pourtant elle serait la première entreprise de ce type en Europe et la troisième dans le monde ; elle avait bénéficié de l'aide de l'Institut du Développement Industriel. C'était l'exemple même de la réussite d'un jeune P.M.E. audacieux comme les aime Giscard, Barre et Méhaignerie le ministre député de cette région de Vitré.

Combien de chômeurs viendront s'ajouter à la liste déjà longue ?

## FINISTÈRE

### BREST : LA COLERE GRONDE AUX ATELIERS FRANÇAIS DE L'OUEST

Depuis 3 ans que sévit la crise du transport pétrolier les travailleurs des AFO connaissent le chômage partiel et l'incertitude pour leur avenir : en 1978 le nombre d'heures chômées a dépassé les 200 000 ; mais les travailleurs refusent de considérer la crise comme une fatalité. Des solutions existent qui passent par le développement de la marine marchande (actuellement seuls 32 % du trafic français) est effectué sous pavillon français) et par une réduction des délais de réparations. De récents événements permettent d'associer le manque de travail dans la Réparation Navale à l'insécurité du travail sur les pétroliers, l'accident du Betelgeuse qui a coûté la vie à de nombreux bretons en est la triste illustration.

Pour sauver l'emploi, il est nécessaire que les armateurs français réparent en priorité dans les ports français. Ils perçoivent d'ailleurs des subventions pour cela. Aujourd'hui au contraire la direction des AFO continue à gérer le chômage sur le dos des contribuables, encouragée dans cette voie par les Compagnies Pétrolières actionnaires du groupe.

Les travailleurs brestois de la Réparation Navale conscients que des solutions existent, réclament des mesures immédiates pour établir le plein emploi.



# LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



## LOIRE-ATLANTIQUE

### CHATEAUBRIANT : 140 LICENCIEMENTS CHEZ HUARD-SCM

La direction de Huard-SCM vient d'annoncer un plan de « sauvetage » pour son usine de Châteaubriant. Les conclusions sont particulièrement édifiantes : 128 licenciements toucheront l'usine, assortis de certaines suppressions d'avantages acquis. Dans un premier temps la Direction propose de licencier 65 personnes puis de placer en pré-retraite le reste du personnel concerné à l'échéance de 56 ans et 8 mois.

Face à ce plan, les employés de l'usine refusent d'en discuter l'application et s'efforcent de sensibiliser l'opinion publique sur cette nouvelle atteinte à l'emploi à Châteaubriant.

## MOR-BIHAN

### LORIENT : DES ENSEIGNANTS MECONTENTS

Le mois de janvier aura été marqué à Lorient par des mouvements de protestation d'enseignants contre les difficultés qu'ils rencontrent pour exercer efficacement leur travail.

A l'I.U.T., un mouvement a débuté le mardi 9 janvier pour protester contre l'insuffisance d'effectifs du personnel enseignant. Il y a 19 enseignants dans l'établissement alors qu'il en faudrait 28 pour une bonne répartition des cours.

D'autre part les professeurs d'éducation physique de la ville ont organisé un spectacle sportif le 24 janvier à la salle omni-sports. Ce fut l'occasion pour eux d'exprimer leur opposition au démantèlement du sport scolaire, résultat du « plan Soisson ».

## CÔTES-DU-NORD

### PAIMPOL : L'ECOLE D'APPRENTISSAGE MARITIME EN DANGER

L'école d'apprentissage maritime du Trioux à Paimpol est menacé de disparition. Dans cette région particulièrement attachée aux débouchés offerts par la marine marchande, cette information est durement ressentie.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de l'école sont nettement insuffisants, l'Etat n'assumant pas ses responsabilités en transférant des charges aux collectivités locales.

Pourtant le maintien de l'E.A.M. est un atout important pour l'économie de la région de Paimpol et de toute la Bretagne dans le sens d'un développement nécessaire des activités maritimes.

# Brèves

## Le Guilvinec : 4<sup>e</sup> port de pêche de l'hexagone

A travers le bilan 1978, Le Guilvinec se hisse au quatrième rang des ports de pêche de l'hexagone après Boulogne, Lorient et Concarneau, pour 15 600 tonnes débarquées. Il y a dix ans, Le Guilvinec produisait 11 800 tonnes ; pendant ces années, la production de lotte est passée de 656 tonnes à 3 800 tonnes.



Yvon Boelle

**PB**

## Vie culturelle du « pays de Fougères »

Dans le « Pays de Fougères » une association a édité une revue semestrielle : « Le Pays » qui contient des articles sur les traditions populaires de la région de Fougères : l'histoire locale, les formes locales du parler gallo, la vie du pays et ses associations.

**PB**

## P.T.T. St-Brieuc : 280 000 lettres en souffrance

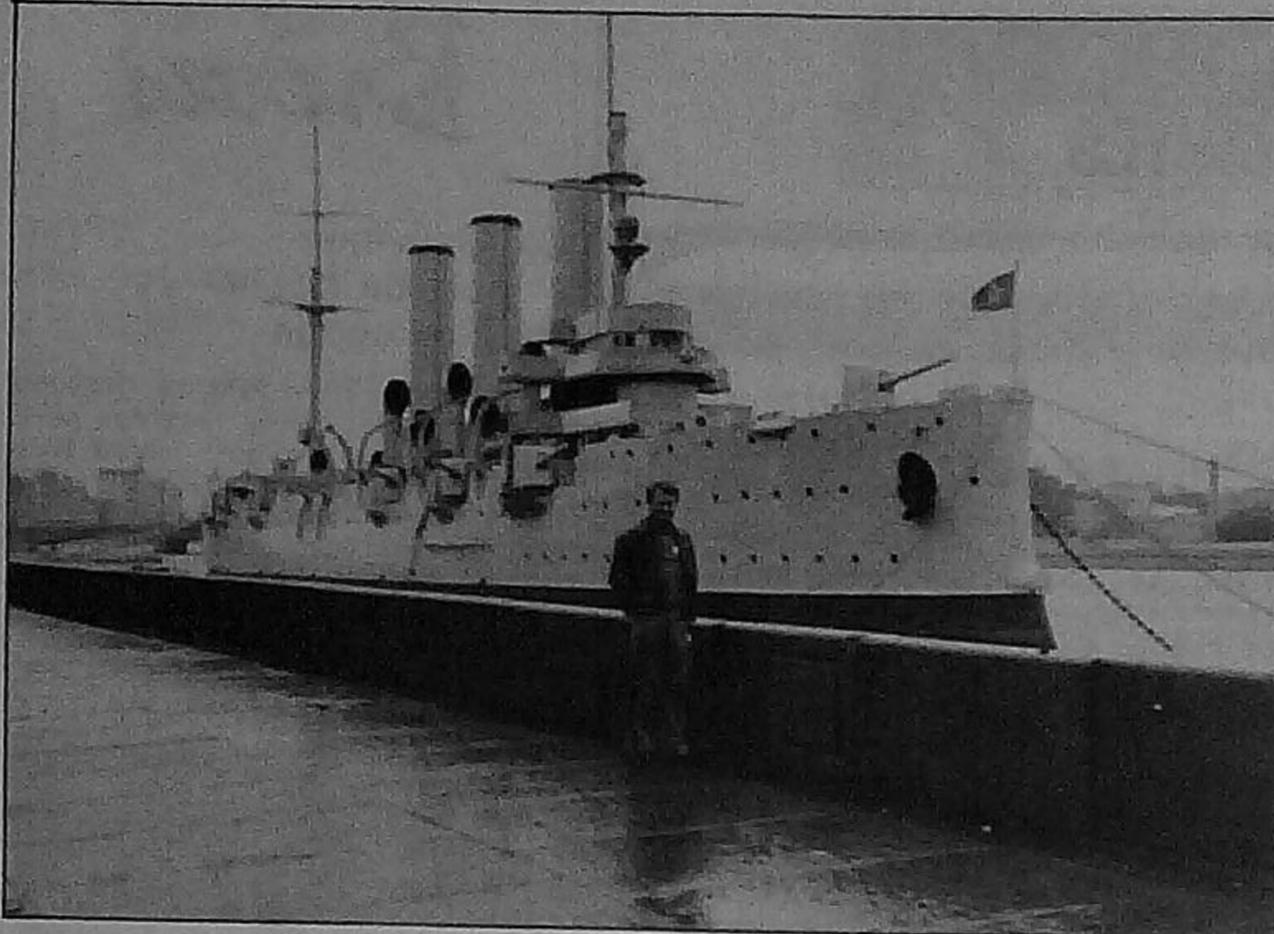
Les syndicats CGT et CFDT des PTT de St-Brieuc-Gare ont dénoncé la désinvolture avec laquelle leur direction départementale traite l'usager. En effet le 12 janvier, à cause d'un manque de personnel de renfort, 280 000 lettres sont restées en souffrance.

**PB**

## Brault-Maubert : L'industrie du granit en crise

A Louvigné-du-Désert la liquidation de biens de l'entreprise Brault-Maubert a été prononcée récemment réglant ainsi le sort des 58 employés.

L'exploitation de granit cessera définitivement en ce début d'année à moins d'une reprise éventuelle de l'affaire.



Devant le croiseur « Aurore » à Leningrad

## TÉMOIGNAGE

# UN BRETON EN U.R.S.S.

Voilà maintenant plus de 60 ans que triomphait la Révolution d'Octobre. Et depuis 1917, combien de drames, de tragédies, de soubresauts divers ont contribué à façonner cet immense pays dont la présence pèse encore aujourd'hui directement sur notre propre existence. Nul ne peut donc rester indifférent à l'évocation de l'Union Soviétique.

Quinze jours passés en URSS m'ont en effet enseigné autant que des dizaines de livres théoriques, même si un laps de temps aussi court ne m'autorise évidemment pas à parler en spécialiste de ce pays. Mon témoignage est donc ici limité à un certain nombre d'impressions juxtaposées, qui nécessiteraient plus de recul pour éviter tout risque de paraître superficiel. Mais c'est tout de même suffisant pour battre en brèche un nombre invraisemblable d'idées reçues: aucun visiteur honnête ne peut revenir de ce pays avec la même opinion qu'au départ.

Cela commence dès l'arrivée, avec des attitudes diverses qui rendent compte des clivages idéologiques. Il y a d'abord ceux qui, acquis du socialisme, ne peuvent débarquer comme moi à Leningrad sans une profonde émotion

à l'idée de découvrir les lieux historiques d'un événement qui a bouleversé le monde: le croiseur Aurore, le Palais d'Hiver, l'Institut Smolny, le Palais Tauride, tous ces noms qui trottent dans la tête et qui deviennent brusquement réalité. Et puis, partout, la présence obsédante de Lénine: statues, affiches, bustes, portraits sont là comme des icônes des temps modernes, pour nous rappeler ce que l'on doit au petit bonhomme en redingote.

Mais il y a aussi les autres, ceux qui pétris d'anti-communisme, complètement conditionnés par la propagande occidentale, arrivent pour la première fois dans un pays socialiste comme s'il s'agissait de la planète des singes, tout étonnés de découvrir qu'ils sont comme nous avec une tête, deux jambes, des vêtements, des maisons, des rues, et, critère infailible, des voitures! Je me suis rappelé à cet instant ce que me disait un jour un vieux républicain espagnol racontant son arrivée en France en 1938: des gosses couraient le long des misérables colonnes de réfugiés, et soulevaient leur manteau pour voir s'ils n'avaient pas une queue et des pieds fourchus. Diabolique symbole que le

rouge! Je le dis avec d'autant plus d'insistance que le phénomène a sa réciproque: quand on revient d'URSS, on est frappé du scepticisme, les gens qui sourient à vos propos en considérant que vous êtes devenu une nouvelle victime de la propagande soviétique. Simplement parce que vous essayez de leur faire admettre que vous avez vu des gens heureux et non pas des dissidents en puissance, ou que vous avez pu vous promener librement dans la rue, et qu'en définitive ce qui étonne le plus là-bas (en bien comme en mal) est différent de ce à quoi on s'attend.

C'est vrai qu'il faut sortir du ghetto cosmopolite des hôtels de l'Intourist pour rencontrer le peuple soviétique, simple, accueillant, naïf presque, pas encore atteint par les relents de la « pollution » capitaliste: ici pas de tiercé, pas de Guy Lux, pas de hit-parade (1), les mammoths n'écrasent pas les prix (de toute façon ceux-ci ne bougent pas!), les bisons ne sont pas futes, et la crainte du lendemain a disparu parce que le chômage n'existe pas. Et pourtant il n'est pas facile de résister aux attraits factices de ce que l'on croit être la liberté: des jeunes vous accostent dans la rue autour des hôtels pour vous demander du chewing-gum ou des blue-jeans qu'ils vendront ensuite au marché noir. D'autres, plus organisés, proposent des roubles à 3 fois au-dessous du cours officiel. Car tout contact avec des ressortissants de pays occidentaux est source de corruption et de vénalité.

Dans les magasins, l'impression est étrange tant on se trouve aux antipodes de la société de consommation: pas de publicité, pas de marques, des installations sommaires à faire baver d'envie Edouard Leclerc. On y vient pour acheter ce qu'on a décidé à l'avance: marketing, merchandising, promotion, design, n'ont pas d'équivalent dans le vocabulaire socialiste. On dirait au contraire que tout est fait pour freiner la consommation, y compris ces fameuses queues qui alimentent la propagande antisoviétique, et qui ne sont finalement que des séquelles de la période de pénurie. Car en réalité la gamme des articles est assez large, et les biens de consommation courants ne sont pas chers (alimentation, habillement, électroménager). Les gens ont de l'argent et paraissent disposés à le dépenser (l'épargne de précaution n'existe pas) y compris pour l'acquisition d'articles encore contingentés (2).

La rupture est tout aussi évidente au niveau de la production. Qu'il s'agisse du secteur d'Etat ou du secteur Kolchozien, on s'aperçoit qu'ici la correspondance du vocabulaire (rentabilité, prix, profit) n'est qu'une apparence. Quand on est imprégné d'économie libérale, ce n'est pas facile de comprendre en effet que les mécanismes de l'économie de marché ne jouent pas: il y a un phénomène d'incommunicabilité qui montre bien que certaines références au socialisme (je pense à la social-démocratie d'aujourd'hui) reposent sur un malentendu de taille. Visiblement on ne parle pas de la même chose. En matière de planification par exemple, car ici le Plan, malgré ses carences et ses erreurs facilement détectables, est la condition nécessaire à toute socialisation de la production. Le fait qu'il subsiste une inégalité de la répartition du produit

social (à chacun selon son travail (3), ou qu'il faille faire appel aux stimulants matériels (la prime) et moraux (les héros du travail dont les portraits jalonnent les rues et les squares), n'implique en aucune manière l'existence d'un capitalisme d'Etat, thème favori de la droite et de certaines chapelles gauchistes.

Alors l'U.R.S.S. est-elle socialiste ? Question d'actualité si l'on en juge par les étranges états d'âme de certains intellectuels du PCF fort soucieux brusquement de se refaire une virginité antistalinienne. Il ne faut pas non plus s'arrêter aux réponses stéréotypées qu'on entend en URSS lorsqu'on vous affirme froidement que tout a été résolu en 1917, comme si octobre avait arrêté toute évolution dialectique de la société. Je crois au contraire que cette évolution existe, et que la transition n'est pas un palier mais une phase progressive, incluant des contradictions nombreuses, importantes parfois, qui devront être surmontées pour arriver au socialisme achevé. Qu'on le veuille ou non, il y a une propriété collective des moyens de production, et le pouvoir n'appartient pas à une classe qui en exploiterait une autre. Ce n'est pas encore le communisme ou le socialisme achevé, mais ce n'est certainement plus le capitalisme.

L'erreur fondamentale est justement de s'appuyer sur les carences d'une société socialiste de transition pour chercher à démontrer qu'elles sont inhérentes au socialisme lui-même. De même qu'il faut se garder de trop s'inspirer de ce qui existe dans un pays socialiste pour montrer aux travailleurs exploités d'un pays capitaliste, pourquoi il faut passer au socialisme. Chaque situation est le résultat d'une évolution dialectique tenant compte des conditions objectives propres à chaque pays. En ce qui concerne l'URSS, rien n'est explicable si on oublie d'appréhender les éléments fondamentaux suivants :

— Le Tsarisme tout d'abord, c'est-à-dire l'archaïsme économique et politique d'une société après laquelle le socialisme a dû assumer les responsabilités d'un capitalisme défaillant (l'accumulation primitive).

— La Révolution d'Octobre, pacifique, suivie d'une guerre civile sanglante provoquée par la coalition des classes possédantes et du capitalisme international.

— L'ère stalinienne qui a correspondu à une mobilisation des masses au prix de souffrances inouïes et d'une répression atroce dont les premières victimes furent les communistes eux-mêmes (4).

— La seconde guerre mondiale, à l'occasion de laquelle les peuples d'Unino

Soviétique ont subi le plus grand holocauste que l'histoire ait connu (20 millions de morts) et assumé une guerre auprès de laquelle le débarquement américain fait figure de manœuvre de diversion (5).

— Le climat enfin dans un pays immense où les intempéries constituent autant d'obstacles à l'épanouissement de l'homme. Un bref séjour au nord du cercle polaire m'en a définitivement convaincu !

### LE MYTHE DU MODELE

Bref, le mythe du modèle est tombé. Car au-delà de l'immense espoir que suscite la Révolution d'Octobre parmi les travailleurs du monde entier, il faut bien admettre que l'évolution spécifique du système de production et de l'organisation de la société soviétique ne sont pas mécaniquement transportables dans les pays industrialisés comme dans les pays dominés par l'impérialisme.

Mais à l'examen de certains faits, on comprend pourquoi l'URSS a exercé une véritable fascination sur une partie du mouvement ouvrier international, comme elle a pu susciter toutes les haines viscérales que nous connaissons si bien à droite comme à gauche. Qu'il s'agisse de la protection sociale (droit au travail, santé, etc...), de l'accès à la culture, des problèmes de démocratisation de la société, de celui des nationalités, de la bureaucratie, de la présence soviétique dans les pays satellites ou les pays du Tiers-Monde, des dissidents, de la Tchécoslovaquie... Il y aurait là matière à d'importants développements. Tout ce que je peux vous dire par exemple à propos de la culture, c'est qu'à tout moment, en dépit d'un évident cloisonnement de l'information, on peut vérifier l'existence d'une vie et d'un niveau culturel extraordinaires (6). Dans les librairies les gens se bousculent tant ce peuple paraît saisi d'une soif d'apprendre et de lire : dans tous les logements, même les plus modestes, on trouve une bibliothèque. En toute occasion on peut avoir confirmation d'un épanouissement culturel que favorise un rythme de vie moins agité qu'à l'Ouest (Stakhanov est mort le productivisme aussi).

En ce qui concerne les nationalités, quelle que puisse être la volonté hégémonique de l'Etat soviétique (qui n'est d'ailleurs que le prolongement des conceptions centralisatrices du parti bolchevik), il n'en demeure pas moins que leur existence est parfaitement reconnue, codifiée et respectée (7) quand bien même ce respect ne va pas jusqu'à admettre le droit à la sécession. En Lettonie par

exemple j'ai pu constater la réalité de ce droit à la différence, en particulier sur le plan culturel, comme il est vrai que sur le plan économique et social, l'égalité de traitement des individus aussi bien que de la communauté lettonne, est une réalité.

Ainsi n'ai-je vu en Union Soviétique, ni un paradis sur terre, ni un immense goulag. Mais j'y ai profondément compris la part que le courant socialiste mondial et le mouvement ouvrier international doivent à la première expérience socialiste que le monde ait connue. Et qui pourrait nier que face au bloc impérialiste, l'URSS supporte (et à quel prix pour le peuple soviétique), l'essentiel de la discussion ? Même si comme en Tchécoslovaquie la raison d'Etat l'emporte parfois sur la rigueur idéologique et la morale socialiste ? Quel travailleur européen ne sent pas, au moins confusément, quel eût été son sort si Lénine n'avait pas triomphé, si l'armée soviétique n'avait pas écrasé l'envahisseur nazi ou si la dissuasion soviétique n'avait pas empêché l'impérialisme américain de coloniser la Chine, le Vietnam, l'Afrique ou même l'Europe (en dépit du rapport d'équilibre mondial qui bloque l'élan révolutionnaire dans les pays capitalistes européens en particulier), en un mot de dominer la planète toute entière ?

Ce témoignage n'a donc pas la prétention d'aboutir à des conclusions définitives. Je voulais simplement faire comprendre qu'en allant sur place on saisit mieux la nécessaire hiérarchie des critiques et des analyses. Car celles qui émanent du monde occidental ne sont finalement qu'un regret de l'inexistence du capitalisme en URSS : ce qui dérange c'est le non respect des normes bourgeoises. Alors face au déploiement du gigantesque appareil de propagande du système capitaliste, qui manipule nos consciences, gardons notre sang-froid et sachons faire la part de l'intoxication et de la critique objective que seuls ceux qui luttent pour le socialisme ont le droit de faire.

H. Grall

(1) Même si partout les orchestres jouent les derniers airs disco à la mode à l'Ouest, ce qui me laisse sceptique sur les prétendues repréailles à l'égard de ceux qui écoutent la musique des pays occidentaux.

(2) Il faut attendre 2 à 3 ans pour avoir une voiture qui coûte encore très cher.

(3) J'ai pu constater dans un kolkhoze que le rapport était de 1 à 10 entre le salaire le plus bas et le plus élevé.

(4) Aucune famille soviétique n'a échappé à la répression. C'est un sujet dont on parle beaucoup plus librement aujourd'hui.

(5) Rien ne m'a plus impressionné que cette visite au cimetière de Leningrad où sont enterrés 500 000 personnes (surtout civiles), mortes de froid ou de faim pendant le siège de la ville qui dura 900 jours.

(6) Telle cette bibliothèque de kolkhoze que j'ai visitée, qui possède plus de volumes que la bibliothèque municipale de Brest ! Ou cette chorale, composée d'ouvrières d'un kolkhoze, qui chantait l'Ave Maria de Gounod.

(7) Témoin cette demande de visa pour l'Union Soviétique que nous reproduisons ci-contre. C'est la première fois qu'un tel droit m'a été reconnu en passant la frontière !

КОНСУЛЬСТВО (консульский отдел посольства) СССР в \_\_\_\_\_ стране

Дата начала действия визы:

Дата окончания действия визы:

Demande pour un visa

ВИЗОВАЯ АНКЕТА

График	Nationalité	BRETONNE	Национальность	
	Citoyenneté	FRANÇAISE	Гражданство	

# TI KENDALC'H

## Un centre culturel en haute-Bretagne

Au cœur des Pays de Vilaine, situé dans un secteur particulièrement riche sur le plan des traditions populaires, TiKendalc'h, premier centre culture breton...

La confédération Kendalc'h qui rassemble le plus grand nombre des groupes folkloriques souhaitait créer un centre lui permettant d'accueillir stages, journées d'étude, colloques, qu'elle organise tout au long de l'année. En 1967, sous l'impulsion de deux ou trois de ses membres, des landes furent achetées à Saint-Vincent-sur-Oust, à 10 km de Redon dans un site remarquable. Il ne s'agissait plus que de construire!

A vrai dire, la fédération était surtout riche d'espoirs et de volonté de réussir. De capitaux point, aussi nombreux furent les détracteurs qui crièrent à l'utopie, voire au suicide!

Et pourtant, parce que les animateurs y croyaient très fort, l'opération fut réussie, grâce à l'appui de très nombreux jeunes et adultes de l'association qui ne reculèrent devant rien pour atteindre le but fixé. Ce fut une période extrêmement enrichissante pour tous. Les jeunes vinrent défricher, creuser les fondations, couler du béton, etc...

Grâce au soutien de la Mairie et du syndicat des eaux, la viabilité put être réalisée rapidement, et prise en charge à 50%. Des fêtes, bals bretons, quêtes, ventes de « briques » furent organisées, les dons arrivèrent d'un peu partout (y compris d'Abidjan) car de subventions il n'y en avait guère! Des artisans vinrent bénévolement sur leur temps de vacances et de loisirs poser l'électricité, installer les sanitaires, faire les peintures, etc...

L'ensemble de tous ces efforts fit que nous avons pu monter ce premier bâtiment qui peut couvrir une quarantaine de personnes et servir environ 180 repas.

Ce premier équipement, aujourd'hui, fonctionne bien et est rentabilisé. Ouvert pratiquement chaque week-end pour diverses activités, il reçoit également en semaine de nombreux stages, de la fédération Kendalc'h mais aussi de la Jeunesse et des Sports et de toute association ou organisation qui en fait la demande, en fonction du calendrier.

Le cadre de pinèdes et de marais, l'isolement en plein bois, en font un endroit rêvé pour regroupements et sessions. Les associations de la région (fédération des foyers de jeunes, groupes de toute obédience) le savent bien et il faut maintenant retenir longtemps à l'avance. Les demandes viennent parfois de fort loin: Nord, Alsace, Région parisienne, et il n'est pas possible de toutes les satisfaire.

Saint-Vincent-sur-Oust, paisible commune de 1000 habitants, est connue maintenant dans toutes les régions grâce aux stagiaires venus de Lille, Marseille, Bordeaux, Paris venus y découvrir ou y approfondir leur culture bretonne; mais aussi à l'étranger: des groupes écossais, flamands, allemands et même japonais, y ont séjourné plus ou moins longtemps.

Parmi les stages organisés à Ti-Kendalc'h cette année: Initiation à la musique bretonne (en novembre et en août), cours de guitare folk (en mars, mai, juin), harpe celtique (en avril et en juillet), utilisation de l'audio-visuel (en

avril, en juillet, en août), photo (plusieurs weekends proposés), magnétoscope (en février), cinéma (en avril), stages de lutte bretonne (le deuxième week-end de chaque mois), canoé (y compris la fabrication, en février), dessin celtique (en juin), géographie et économie (en juillet), littérature bretonne (en août), poésie (en avril), la chanson traditionnelle (en août, organisé par Dastum), reliure (plusieurs week-ends et stages), cannage (en novembre et en mars), tour à bois (en mai), sérigraphie, paillage (en février et en juillet), tissage (en février et en mai), sculpture sur bois (en avril), taille de la pierre (en mai), langue bretonne (plusieurs week-ends et stages), culture bretonne (en août).

Et bien sûr, de la danse bretonne à tous les niveaux et toutes sortes de musiques, cornemuse, bombarde, batterie, folk, tin whistle, chant choral, sonneurs de couple.

En fait, une encyclopédie de la matière bretonne (Pour tous renseignements: Ti-Kendalc'h, St-Vincent-sur-Oust - 56350 Allaire).



le Peuple Breton

## FESTOÛ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 20 février  
au Havre  
Fest-nos à la salle des fêtes François 1<sup>er</sup> (entrée 10 F, soutien à Drwan, organisé par l'U.D.B., fédération de Normandie.

à Nort-sur-Erdre (44)  
Fest-nos avec les Korrolls.

à Argenteuil  
A la salle des fêtes Jean Vilar, fest-nos avec MM. Poulmarc'h et Bouillonec, Mesdames Huet et Ribant, MM. Ribant et Martin ainsi que les sonneurs Kerneur et Vaillant, Patrice et Jean-Michel. Entrée 10 F, organisé par l'amicale des Bretons d'Argenteuil et le cercle « Bugale ar Gwenn Ti Uhel ».

● Le 17 février  
à Saint-Brieuc (22): Fest-nos avec Baron-Anneix, Epinette, Malrien, Castel-Quemeneur, Bourdin-Dotel, Maisonneuve... et les sonneurs de couple.

à Hennebont (56)  
Fest-nos à la salle de la Garde du Vœu avec Dir ha tan, Margifolk, Sonneurs du Bagad Bleimor, Paddy al Louarn, Touseged Stan Sten, etc... (organisation Drwan).

● le 18 février  
à Saint-Vincent-sur-Oust (56)  
Bal breton organisé par Ti-Kendalc'h.

● le 24 février  
à Cheméré (44)  
Fest-nos organisé par l'association des sonneurs de la Veuze.

**RADIO - U.D.B.**  
Tel. (16.98) 80.18.47

# Nos lecteurs (aussi) font le P.B.

Loïc et Laurence Josse, ont lu, comme beaucoup d'autres, une tribune libre dans le Monde, intitulée « Les Bretonnes avaient de l'avance ». Ils ont cherché à lui donner une réplique qui est bien évidemment restée sans effet. Fallait-il une confirmation de ce que la presse hexagonale ne laisse la voix au chapitre breton qu'aux gens bien dans la ligne ou qu'aux réactionnaires dont les propos « originaux » amusent les lecteurs et

caricaturent ainsi la cause qu'ils prétendent défendre ?

Le Peuple Breton publie donc la réponse de Loïc et Laurence Josse.

« Mademoiselle Marie-Anne Kerhuel, docteur en droit et passionaria autoproclamée de la droite bretonne, ne prête généralement qu'à sourire, du moins quand elle écrit dans le petit bulletin qu'elle ronéote.

Son article au titre provocant dans les colonnes du Monde ne dérogerait guère à la règle en amusant les lecteurs par son outrance, s'il n'était une provocation et une insulte à l'égard des lectrices bretonnes.

Mademoiselle Kerhuel se réfère à son domaine de prédilection, la passé, mais son passésisme mystifiant, son juridisme masquant les réalités, son manichéisme stérile Bretagne/France, comportent déjà des faiblesses intrinsèques. On notera — fait révélateur — que le seul domaine de référence de l'auteur est celui de l'accumulation du capital.

Elle s'abstient prudemment d'aborder les autres plans, notamment culturels, avec l'omniprésence et le poids de la domination cléricale en Bretagne, qui pèse principalement sur les femmes. A fortiori, Mademoiselle Kerhuel évite-t-elle le domaine de la sexualité et du rôle de la femme procréatrice et dominée.

Mais plus que l'histoire du droit breton, ce qui nous intéresse surtout, nous autres, hommes et femmes de Bretagne, c'est le présent et l'avenir de notre pays. Et le présent de la Bretagne, c'est celui de sa domination globale.

L'instituteur et militant culturel, Yann Sohier, disait que « le travailleur breton est doublement exploité, comme travailleur et comme breton ». La femme bretonne qui travaille est donc « triplement » exploitée et dominée.

Dominée en tant que femme : une revue bretonne (1) a récemment ouvert le dossier de l'avortement en Bretagne, particulièrement révélateur à cet égard. Par ailleurs, l'importance du secteur rural en Bretagne rend la femme très dépendante de son milieu familial.

Dominée en tant que bretonne : à tel point qu'aujourd'hui, elle rejette globalement son milieu, sa culture, sa langue, toutes choses qu'on lui a appris à détester et à nier, plus encore que ne le fait l'homme breton.

Dominée en tant que travailleuse, la femme bretonne, est depuis des décennies particulièrement victime du chômage et de l'exode. C'est l'image de Bécassine, et de la Bretonne putain, bonne sœur ou bonne à tout faire... Les seules à découvrir l'oppression selon Anne Kerhuel, puisqu'elles vont travailler en France...

Quant à celles qui restent, le chômage et le tourisme en Bretagne ne leur laisse souvent que des emplois saisonniers sous-payés.

Mais il faut bien finir par parler de celles qui ont un emploi « fixe » en Bretagne : les paysannes, les employées, les ouvrières des « usines-pirates », femmes de Transocéan à Brest, de Doux à Pédernec ou du Joint Français ; toutes celles qu'insulte Mademoiselle Kerhuel, en leur affirmant doctement qu'elles ne sont pas opprimées en Bretagne !

Laurence et Loïc Josse

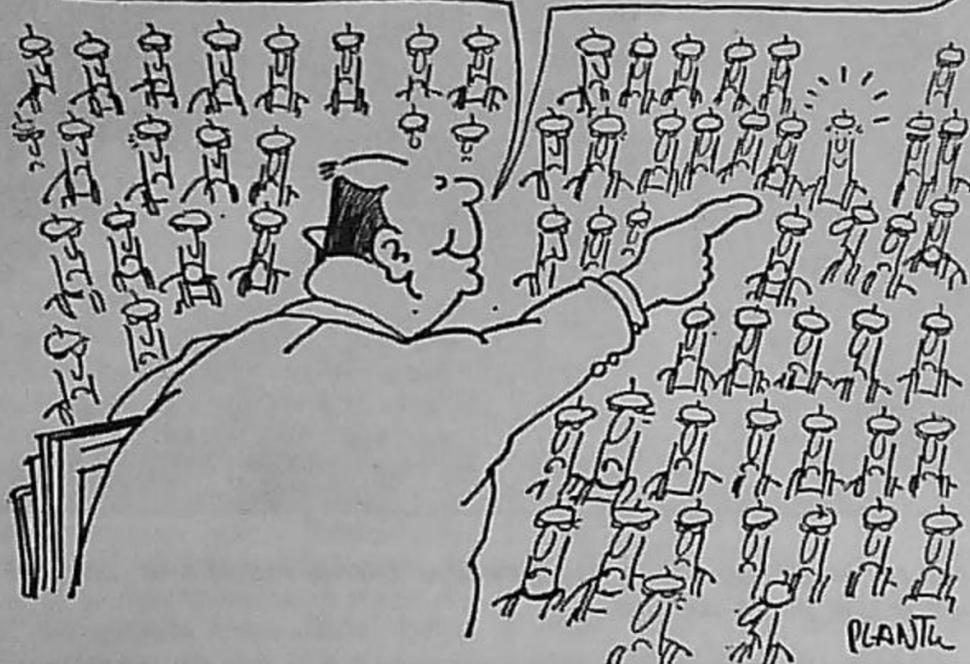
(1) C'est nous !

## La caricature du mois

De Plantu

dans « Le Monde » (19.01.79)

VOUS ! LÃ-BAS ! JE VOUS AI TROUVÉ UN EMPLOI.



(Dessin de Plantu.)

## ENCORE UN DANGEREUX AUTONOMISTE !

ou « d'autres le disent qui n'ont pas l'habitude de le dire »

De M. Champand, dans « Le Progrès » (20.01.79)

Vous dites dans votre livre que c'est un système de type colonial. N'est-ce pas exagéré ?

C'est une qualification de science politique. Le séparatisme parisien est un système de type colonial, au sens strictement économique et social du terme. Etabli au profit d'une métropole nationale, dominatrice et démesurée, le « séparatisme » régle les compétences et attribue les pouvoirs à raison du lieu de leur exercice, et non en considération du niveau de responsabilité, du grade ou de la fonction.

Je dis, par exemple, que lorsqu'un sous-chef de bureau parisien ou la secrétaire d'un ministère prend des décisions au nom du ministre et que ces décisions sont imposées pour résoudre un problème local à une autorité locale d'un grade bien supérieur, ils agissent exactement comme les petits blancs autrefois à l'égard des chefs zoulous, ou comme le caporal donnant des ordres aux chefs de tribus africaines. Le système français est un système colonial, dans la mesure où les petits blancs de Paris donnent des ordres aux grands chefs zoulous de province.

## Quand la voie romaine allait de Rennes à Carhaix...

**A**VANT l'arrivée des Bretons en Armorique, à l'époque où il était habité par les peuples celtes armoricains, notre pays fut intégré à l'Empire romain, comme une grande part du continent européen...

Intégré? La question est justement controversée : certains historiens croyaient jadis que la romanisation de l'Armorique avait été totale et profonde. D'autres, aujourd'hui, pensent qu'il faut nuancer sérieusement cette opinion et notamment que, si les populations armoricaines ont été soumises à l'autorité romaine, elles ne furent pas totalement latinisées et conservèrent tout ou partie de leur langue et de leur religion...

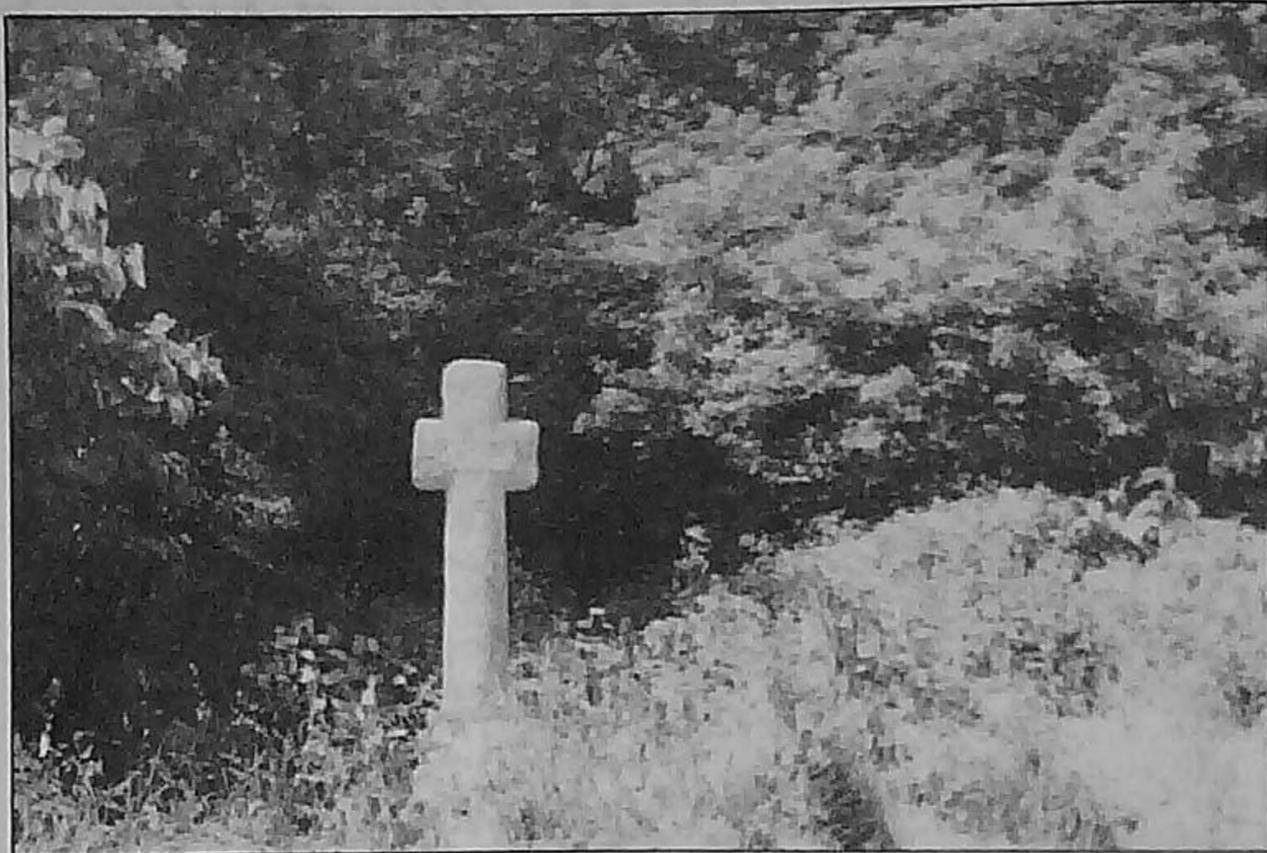
Un des éléments importants pour apprécier cette pénétration des influences impériales est le réseau routier romain et on connaît assez bien, dans ce domaine, la carte des voies antiques littorales en Bretagne. Elles effectuent grossièrement le tracé des futures routes royales françaises puis des chemins de fer : voies stratégiques, elles ne s'éloignent guère des rivages de notre pays. Mais on connaît beaucoup moins bien la voie romaine de Rennes à Carhaix (1).

On sait aujourd'hui que si les côtes armoricaines étaient plus peuplées, l'intérieur de la péninsule ne se présentait cependant pas à l'époque romaine comme « un désert boisé, domaine réservé de tout temps à l'enchanteur Merlin et à la fée Viviane » (1). Au contraire, tout au long des 150 kilomètres de la voie Rennes-Carhaix, peut-être prolongée jusqu'au site de Camaret, une vie économique et de relations s'est développée et bien des bourgs et des villes de Bretagne contemporaine ont pour origine ses relais et ses gîtes d'étape. Ainsi 8 des 11 stations romaines ont donné naissance à des localités modernes, notamment Ifendic, Merdrignac, Mur-de-Bretagne, Gouarec et Rostrenen. Le développement même de Carhaix (Vorgium, en latin) semble être dû à la voie romaine. Auparavant la cité, dont on a souvent fait la capitale du peuple celte des Osismes, n'était même pas située sur un des grands chemins gaulois qui traversent la péninsule du Nord-Est au Sud-Ouest et qui croisent la voie romaine en plusieurs endroits...

Grâce au minutieux travail de l'historien Eveillard (1) on connaît désormais le tracé de cette grande voie intérieure qui de Rennes, probablement à partir de la porte Mordelaise, atteignait Carhaix après avoir traversé le territoire de 3 peuples armoricains : les Riedones, les Coriosolites et les Osismes. La section riedone de la voie allait de Rennes à la rivière du Meu, par un tracé très direct, tout en s'adaptant parfaitement aux accidents du terrain.

Cette portion de voie fait 25 kilomètres. A partir du Meu commence la section coriosolite beaucoup plus longue puisqu'elle mesure près de 65 kilomètres, principalement à travers l'actuel département des Côtes-du-Nord. Le trajet reste direct mais non rectiligne : le passage

des rivières se faisant à gué oblige les constructeurs à rechercher des zones de franchissement favorable des vallons : ainsi au passage du Meu, du Ninian, du Lié... La dernière section, qui commence au franchissement de l'Oust, chemine pendant 57 kilomètres sur le territoire des Osismes,



Vieux calvaire sur le passage de la voie romaine. Elle se réduit à un chemin creux qui apparaît comme une tache sombre.



Le Gué du Lié près du moulin du Pont-Querrel (La Prénessaye, C.-du-N.). (La vue est prise vers l'Est).

# MENACES SUR

## L'AUDIO-VISUEL

jusqu'à Carhaix. Le relief devient plus accusé et c'est dans cette partie que les vestiges de la voie romaine sont les plus nombreux : la route ondule désormais, en contournant les obstacles. La voie romaine se présente comme une route de hauteur, courant à flanc de colline, en contrebas de la ligne de crête et découvrant à gauche ou à droite de fort beaux panoramas...

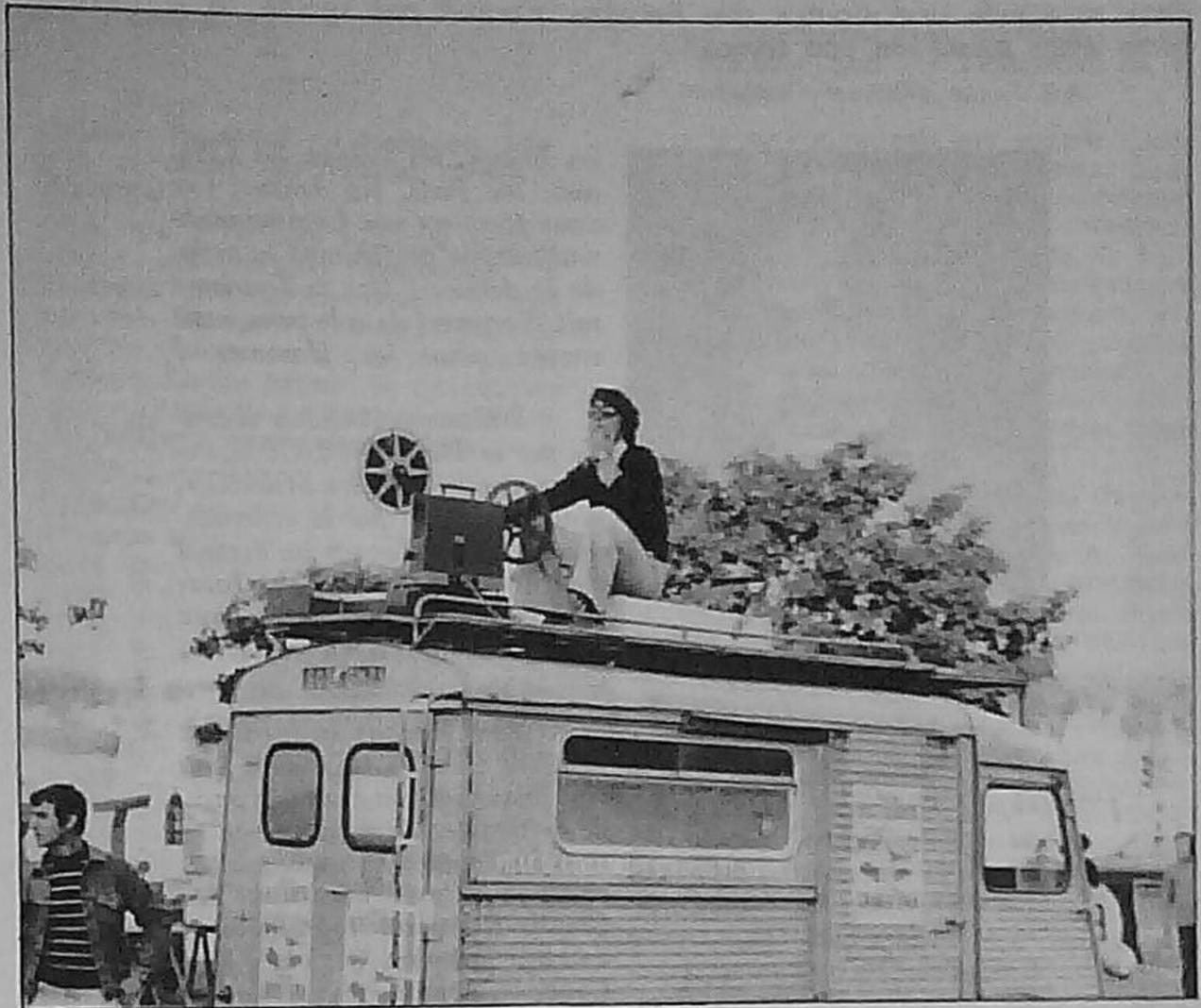
Cet itinéraire, bien construit, large de 6 à 10 mètres ou parfois davantage (ce qui confirme l'importance de cette voie publique), était soigneusement borné, sans doute toutes les lieues romaines (soit tous les 2222 mètres), à partir de Rennes. Certes on n'a pas retrouvé avec certitude de bornes leugaires (2) mais J.-Y. Eveillard en a décelé de nombreux indices. Il estime notamment que, dans bien des cas, une croix de chemin s'est substituée à la borne romaine et il a recensé 14 exemples de cette nature !

Quelle fut la fonction de ce grand axe romain intérieur ? Voie stratégique, comme ses homologues littoraux ou voie économique ou encore axe de peuplement ? Voie stratégique sûrement, mais il est aussi certain que, dans le bassin de Rennes, le passage de la route a servi à l'installation des colons qui défrichèrent les terres qui leur furent attribuées parallèlement à la voie. Ailleurs ce rôle semble bien moins net. Néanmoins, l'activité routière intense influe sur le peuplement et la romanisation à partir du milieu du 1<sup>er</sup> siècle après Jésus-Christ. Dans son rôle économique de voie d'évacuation du commerce armoricain, la route fut en revanche concurrencée par la voie maritime et, de plus, elle contrariait les habitudes celtes qui privilégiaient les relations Nord-Sud au travers de la péninsule armoricaine... C'est sans doute pourquoi, lorsque l'autorité romaine qui avait voulu cette route disparut, son intérêt ne parut pas suffisant aux habitants d'une Armorique qui devenait la Bretagne et le « grand chemin » entre en décadence... Jusqu'à nos jours où l'itinéraire du Centre-Bretagne n'est pas encore modernisé de façon convenable. Mais ceci est une autre histoire...

R. Leprohon

(1) Cette route a fait en 1975 l'objet d'une remarquable thèse de 3<sup>e</sup> cycle d'un chercheur brestois. C'est cet ouvrage qui nous a fourni la matière de cet article : Jean-Yves Eveillard, *La Voir romaine de Rennes à Carhaix. Recherches autour d'un itinéraire antique*, Brest, C.R.B.C., 1975.

(2) Les bornes leugaires sont celles qui marquent les lieues, romaines ou gauloises (2420 mètres), par opposition aux bornes militaires qui marquent, sur certaines routes, les milles de 1480 mètres.



Un cinéma sauvage : la place publique.

(Concarneau 26 juillet 1978)

Photo Ph. Durand

**A**CTUELLEMENT les pouvoirs publics mettent en place l'application de la pratique du dépôt légal pour des moyens d'information qui jusqu'ici en étaient dispensés tels que les films 16 mm, super-8, vidéo ou encore montages de diapositives projetés en public. Il s'agit de la mise en application de la loi de 1943 sur le dépôt légal du gouvernement de Vichy. Jusqu'ici, il n'existait pas de visa de censure ou de visa d'exploitation pour de tels moyens audio-visuels qui sont devenus aujourd'hui les témoins de tant de luttes populaires. Désormais, ceci risque d'être le cas avec la mise en application du dépôt obligatoire d'une des copies des montages 48 heures avant leur première diffusion publique. Que cache tant de zèle de la part des pouvoirs publics ?

L'argument avancé officiellement est parfaitement louable. Les organismes officiels que sont la bibliothèque Nationale et l'Institut National de l'Audiovisuel auraient ainsi à charge la constitution des archives de l'audio-visuel. On peut toutefois se demander si les conditions maté-

rielles et techniques satisfaisantes de conservation existent.

Mais il est évident qu'une telle mesure constitue une pression financière indéniable essentiellement vis-à-vis des « militants » de l'audio-visuel témoins de luttes populaires de toute nature. En effet, le dépôt légal consiste à faire don aux pouvoirs publics d'une copie du montage réalisé.

Par ailleurs, la création d'une sorte de cinémathèque de consultation porte en elle-même les dangers bien connus de fichage et d'information des individus ou de mouvements sociaux.

De plus, à partir des archives ainsi constituées par les pouvoirs publics, la tentation peut-être grande d'exercer une censure à posteriori extrêmement efficace en évacuant les œuvres gênantes, témoins de luttes populaires et sociales.

Devant cette menace, s'est constituée le Mouvement Audiovisuel d'Intervention qui s'est donné pour but l'abrogation de cette mesure.

# Nous sommes tous des « Grands Gousiers »...

Après la route du rhum, la rencontre Giscard-Carter-Schmidt-Callaghan a beaucoup fait pour la promotion touristique de la Guadeloupe. Bien sûr, certains en rajoutent, comme le Dr Hélène, maire de Gosier, qui s'est offert dans le monde une « pub » que Rabelais n'aurait pas reniée, si le colonialisme avait existé de son temps !..



**BIENVENUE AUX GRANDS  
HOMMES D'ETAT !**

**GOSIER**, Commune de 16 000 Habitants de la Guadeloupe, « Berceau du Tourisme des Antilles », possède de grands hôtels, des bungalows, des chambres chez l'habitant, des appartements en location. On y trouve également des restaurants créoles, français, chinois, indiens, ainsi que des Night-Clubs. Sur le plan historique et culturel, il y existe d'anciens forts et fortins, des équipements sportifs, un centre d'équitation... Bientôt, elle aura son vélodrome, et un lotissement artisanal. Mais, elle a surtout une Marina « la Marina de GOSIER », qui vient d'accueillir les Concurrents de la Route du Rhum.

Le Maire et la Municipalité de GOSIER saluent tous les GRANDS HOMMES D'ETAT qui, par leur séjour prochain, font honneur à la Guadeloupe. Ainsi, notre Département devient un symbole de Paix dans la Caraïbe et dans le monde ! Les prévisions mathématiques de Paix indiquées dans « l'ANTILAITISME » se confirment. Notre Tourisme de participation pratiqué par toutes les ethnies qui composent notre communauté, connaîtra un épanouissement sur le plan économique, et surtout sur le plan des rapports humains.

Que les Européens, les Américains, les Asiatiques, les Africains viennent dans notre pays, « dans leur pays », pour voir comment vivent, fraternellement et solidairement, les Nègres,

les Blancs, les Jaunes, les Libanais, les Juifs, les Arabes. Car nous formons une Communauté multiraciale préfigurant le monde de demain ! Que le Tourisme soit découvert dans le pays, mais encore plus les Hommes !

L'Homme Antillais reconnu par le Ministre DIJOU, encensé par le Ministre SOISSON, doit tout faire par la « connaissance », pour réserver un accueil chaleureux et fraternel aux Journalistes, aux Collaborateurs, aux femmes et enfants qui viendront vers nous.

Nous lançons un appel aux « Grands GOUSIERS » pour que leur chant soit un chant de paix, de fraternité, de solidarité entre tous les Peuples ! Que nos Libanais sollicitent de tous ces Grands Hommes, Représentants de Pays puissants et riches, leur Concours pour la Paix au Moyen Orient ! Que Dieu les inspire ! Que les hommes, les femmes, les enfants les encouragent dans leur tâche difficile et grandiose !

SALUONS la bonne volonté de notre Président GISCARD qui est à la barre des Affaires Françaises, pour son heureuse initiative !

Rien ne pourrait se faire de grand, sans la France sur le plan humain et de la Culture.

La fatalité de l'Histoire ou un heureux hasard ont fait de nous des Français, des Américains, des Européens, des Nègres, des Indiens, des Arabes, des Chrétiens, des Hindouistes, des Musulmans, bref des ANTILLAIS, Hommes multi-dimensionnels.

Que notre dimension humaine se fasse sentir à travers notre sens inné de l'accueil, notre intelligence des rapports humains, pour la Paix du Monde !

Dr HELENE Léopold

Maire, Conseiller Général de GOSIER

Ex-Député de la Guadeloupe

Publicité dans « Le Monde » du 1.01.79

## pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces Pas de domiciliation au journal.

### Information

● La fédération de Normandie de l'U.D.B. organise le samedi 10 février 79 à la Salle des fêtes François 1<sup>er</sup> au Havre : une journée d'information Bretagne (Bretagne, la volonté autonomiste).

### Cinéma

● « Alertez les bébés ! », film de J.-M. Carre, grand prix du public au festival de Trouville en août 78, sur l'orientation scolaire et le fichage en général sera dans la semaine du 12 au 16 février à Landerneau, Quimper, Châteaulin, Brest, Morlaix.

### Théâtre

● Le 17 février à Hennebont, Jean Kergrest, puis fest-nos. Le 17 février, le théâtre populaire occitan « Le théâtre de la Carriera » joue « Bogre de Carnaval » à la salle des fêtes de Douarnenez (organisation maison pour tous).

● Le 17 février, le théâtre populaire occitan « Le théâtre de la Carriera » joue « Bogre de Carnaval » à la salle des fêtes de Douarnenez (organisation : maison pour tous).

● Le 10 février le « Strollad ar vro Pagan » jouera « Buhez Mikael An Nobletz » à Plouguin à 21 heures.

● Le 3 mars le Strollad Plouguin jouera « Danjerus ? Tamm ebet ! » à Plouguin à 21 heures.

### Chanson

● Le 17 février, Glenmor à l'Hôtel du Commerce de Penestin (organisation : association culture et loisirs).

● Jeune agriculteur cherche à louer région Bretagne, exploitation minimum S.M.I. avec ou sans possibilité d'achat des bâtiments. Jean-Luc Chapron, 208, La Touesse, Saint-Lunaire - 35800 Dinard.

● J. homme, 21 ans et demi, dégage O.M., possédant C.F.P.A. fraiseur, ayant très peu d'expérience du métier, étudierait toutes propositions région Lorient. Ecrire à M. Chenevière Didier, 211, rue de Belgique, 56100 Lorient.

### Exposition

● Les Bretons de la Narbonnaise ne font pas que des banquets... Que nos amis connus et inconnus de Bretagne, de Paris et de partout, nous aident en nous prêtant, en nous louant, tout ce qui peut contribuer à faire une exposition visant à faire connaître ou à découvrir la Bretagne. Pour tous contacts s'adresser à Jean Vilnat, rue du Fort Ouveillant — 11120 Ginestas Tél. (68) 46.91.93.

### Lutte bretonne

● Le 25 février à Brest-Kerber, championnat de district minimesbenjamins (B.A.G.). Le 4 mars à LarmorPlage, championnat de Bretagne juniors, seniors (B.A.G.).

### Correspondance

● Jeune Algérienne cherche correspondants (es) bretons (onnes) aimant lecture, musique et voyages. Ouim el Klier Rebizi, n° 6/315, bd de la République Djelfa (Algérie).

SUR UN AIR DE :

# KRISTEN NOGUES - LA GODINETTE - FAVENNEC - MARCUS ET GIBBONS -

DISQUES

Kristen Noguès - 45 T. (Névénéo).

An alc'houez aour. (La clef d'or), un beau poème d'Anjela Duval mis en musique par Kristen. Une harpe qui fait rêver et une voix qui plaira aux enfants tant elle est douce et claire.

Ar c'houkoug. Une interprétation originale du « Coucou », chanson du folklore anglais que Steve Waring avait déjà reprise. Kristen a traduit le texte en breton.

Avec ce disque les enfants auront envie de chanter. Ce devrait être aussi son but. Alors regrettons que ne soient pas jointes les paroles en bilingue. Toutes les pochettes des 45 T. sont bien jolies et celle de Kristen ne fait pas exception.

La Godinette (Arfolk). Messieurs Baron et Anneix ont laissé temporairement Biniou et Bombarde pour créer « La Godinette ». Ils ont pris avec eux trois compagnons et du même coup sont montés au ciel. Si l'on en croit la pochette. Jean Baron n'en est pas pour autant devenu Dieu, et ses amis qui l'entourent ne sont sûrement pas des anges!!! Mais l'expérience qu'ils viennent de faire avec ce nouveau disque est intéressante.

On y trouve principalement des chants et des danses de Haute-Bretagne, et un conte en gallo. Le conte tout comme en Basse-Bretagne fait partie du patrimoine culturel. Mais peut-être eut-il été souhaitable d'expliquer l'idée générale de l'histoire?

Les textes sont soulignés avec des instruments irlandais et écossais comme le Uilleann Pipe, Tin Whistle, Bodhran.. C'est bien agréable et pas du tout dissonnant. Preuve est faite une fois de plus que les mélanges peuvent être fort riches. L'intervention du piano, de l'orgue et de la mandoline est un bon complément. Les textes sont originaux, les musiciens ont eu l'honnêteté de citer celles et ceux auprès de qui ils ont collecté les airs. Ceci fera plaisir à Albert Poulain qui trop souvent entend des chansons qu'il a collectées dans la bouche d'autres, qui n'ont même pas la délicatesse de citer leurs sources.

Une des chansons interprétées dans ce disque a été entendue à la Bogue d'Or de Redon. Une manifestation très originale qui a lieu tous les ans, et qui fait participer le peuple du pays de Redon. Qui perpétue aussi un patrimoine musical populaire très riche.

C'est à mon avis un bon disque où l'humour n'est pas absent. Heureusement! J'y ai découvert des airs et des chants nouveaux. « La Godinette » a raison de ne pas se prendre trop au sérieux. La danse, la chanson

n'est pas réservée à une élite — Elle est à chacun.

Mélaine Favennec. « Chansons simples et chants de longue haleine ». (Névénéo).

Le titre à lui seul explique tout le disque qui contient beaucoup de créations très personnelles. Le plus souvent Melaine s'accompagne de son harmonium et d'une cymbale de batterie. Daniel Pebeuf et J.L. Morice qui ont participé au dernier disque de G. Delahaye l'accompagnent de leurs saxos.

Melaine se sert beaucoup de mots et des sons de ces mêmes mots. Avec il compose et improvise. La musique n'est plus qu'un petit support. Il pourrait même s'en passer tellement il joue avec sa voix.

C'est aussi un poète. Pour exemple ce poème-énumération qu'est « Au gui l'an neuf » : un très beau poème d'amour. La musique qui l'accompagne est peut-être un peu lugubre et mystérieuse mais elle est complètement « Free-Jazz ». Pour autant Melaine n'en est pas moins imprégné de musique celtique. Je citerai pour cela une phrase où il se présente : « Je suis né chanteur, de la volupté de l'andro et de la ferveur du plin, et cette tradition qui me traverse me dit sans cesse de pousser mon chant contre la grisaille, à son plus haut plaisir ».

Un disque surprenant et très profond. Un disque de création complète.

Ycra Marcus et Cristi Gibbons. « Sans titre » (Arfolk).

Un disque un peu mystérieux que celui de Y.M. et C.G. Qui sont-ils? La pochette ne dit rien. Irlandais? Américains?..

Ce n'est plus un problème quand on découvre leur musique. C'est l'exemple type de l'influence de la musique irlandaise aux U.S.A.

Si on ne connaît pas encore Youra et Cristi, on connaît bien ceux qu'ils ont choisi pour les accompagner. Dan ar Bras : guitare, P. Mollard : cornemuse écossaise et flûte, D. Mollard : Bodhran. Ce n'est sûrement pas une coïncidence si P. Mollard est encore de la partie. D'abord pour sa grande virtuosité à la cornemuse et parce qu'il fait partie lui aussi d'un groupe de « Bluegrass » avec son frère Jacky.

Un autre plaisir au long de ce disque, c'est le banjo dont joue Youra, et les ballades qu'elle chante avec une bien jolie voix : un des morceaux « Tennessee Stud » a été aussi repris par Arlo Guthrie (le fils du très célèbre Woodie) dans son dernier disque « One night ». (Petite parenthèse : à moins que vous ne soyez très calé en anglais vous payerez 54 F pour sept chansons, la deuxième face du disque étant entièrement consacrée à une histoire. Bien entendu la traduction est absente. Fermons la parenthèse).

« Sans titre » est très intéressant pour toutes les influences qu'il transporte. Il nous fait voyager au Nouveau-Monde. C'est une bonne initiative pour Arfolk d'avoir « ouvert » son catalogue.

Le nouveau « Battlefield Band » est encore difficile à trouver... Le mois prochain je vous parlerai de Swansea Jack » un groupe gallois, du dernier disque d'Yvon Etienne avec beaucoup de retard, des autres 45 T. de Névénéo, et des nouveautés. Et peut-être un petit compte rendu du festival de la chanson qui a lieu à Rennes du 30 janvier au 4 février.

Yann-Fanch Langoët

## Ceci VOUS concerne !

### BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A ..... le ..... 197 .....

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

# Une belle bande d'hypocrites !

On sait que l'administration française est pleine de bonne volonté et que son désir de promouvoir la langue et la culture bretonnes sont d'une totale sincérité. La preuve, c'est elle qui le dit !

Mais elle se heurte — c'est toujours elle qui le dit — à une foule d'instructions ministérielles, de dis-

positions réglementaires qui l'empêchent de mettre en œuvre ses désirs profonds. Ainsi concernant la signalisation bilingue des noms de lieux. On lira ci-dessous la réponse désolée du préfet d'Ille et Vilaine Jean Périer au maire de Rennes, et celle, accablée, de la direction départementale de l'Équipement du Finistère à la direction du Parc d'Armorique.

**OBJET.** - Panneaux de localisation de Rennes sur voies routières. Inscription complémentaire "ROAZON".

M. le Directeur départemental de l'Équipement d'Ille-et-Vilaine m'a fait part de la décision de la Ville de Rennes de compléter les panneaux de signalisation routière, situés à l'entrée de l'agglomération rennaise, par le nom breton de la cité.

Je n'ai, pour ma part, pas d'objection particulière à formuler sur ce désir de favoriser l'expression de la culture bretonne.

Toutefois, en fonction des dispositions réglementaires relatives à la signalisation routière, l'adjonction du mot "ROAZON" au nom officiel de Rennes doit être considérée juridiquement comme un changement de nom de la commune, même si l'usage de la traduction en breton du mot RENNES se trouve limité aux actuels panneaux routiers de localisation de la ville.

Il en résulte que la modification de RENNES en RENNES ROAZON ne pourrait être décidée que selon les règles définies à l'article L 111-1 du code des communes qui dispose que le changement de nom d'une commune est décidé par décret, sur la demande du conseil municipal, le conseil général consulté et le Conseil d'État entendu.

Si donc vous avez l'intention de compléter effectivement les panneaux de localisation par l'inscription "ROAZON", il convient de se conformer à cette procédure.

En attendant que la décision soit prise, toute mesure de mise en place de panneaux de ce type serait illégale.

En réponse à vos lettres visées en référence, je vous indique que j'ai consulté mon administration centrale sur la mise en place éventuelle d'une signalisation bilingue. Celle-ci se montre extrêmement réticente, se fondant sur l'instruction interministérielle du 22 Octobre 1963 relative à la signalisation routière qui traite en son article 86 du problème des localités étrangères.

Toutefois, il m'a semblé qu'il y avait matière à discussion, notamment sur la signalisation de position (entrée et sortie des agglomérations en particulier) et il me paraît en conséquence prématuré de vous adresser une réponse formelle.

## « PAS DE POLITIQUE ! »

Si l'administration clame sa bonne volonté impuissante, certains sont plus explicites... Ainsi M. Krieg, député RPR de Paris, qui demande benoîtement au ministre du budget ce qu'il compte faire pour « mettre fin aux agissements » de ceux qui rédigent leurs chèques en breton. Aura-t-on l'explication de cette hostilité au breton dans ce compte rendu, relevé dans « La Croix » par André Feller, de l'inauguration par MM. Gorse et Lecat du Centre Culturel de Boulogne ?

Lieu de rencontres culturelles de 2700 m<sup>2</sup> et 60 millions de francs, auditorium, salles de réunions pour associations, expositions..., le tout

luxueux, techniquement très perfectionné.

Selon le vœu de M. Gorse ce centre devrait avoir un cachet « d'université populaire ».

« Diverses salles, un labo photo et un laboratoire de langues, sont, pour une somme modique, mis à la disposition de plusieurs associations : 40 pour l'instant, « d'intérêt culturel » : amis du foyer, encouragement aux arts, vieux de France, Couple et Famille, etc...

Ici on reste culturel, m'explique un responsable : une association enseignant une langue régionale - breton par exemple - n'a pas sa place, car c'est déjà de la politique ».



## IFFIG

● a regardé à la télévision, pendant les fêtes, une émission sur les Antilles, avec en direct pour les commentaires le journaliste Jean Bertho qui avait gentiment invité une personnalité Antillaise de Paris, l'ancien champion d'athlétisme Roger Bambuck.

● a apprécié la belle démonstration du Guadeloupéen qui pour une fois n'était pas dans la course puisqu'au lieu de parler du rhum, des doudous et du soleil, il a parlé de la misère aux Antilles, des méfaits du colonialisme, critiqué le centralisme de l'État Français, condamné le tourisme de luxe et l'exode (même qu'on lui a dit que ce n'était pas le jour pour parler de tout ça), il s'est ensuite permis de mettre en parallèle l'oppression du Créole et de la langue Bretonne...

● ne s'est pas étonné que Jean Bertho se soit empressé d'enlever le micro à Bambuck lors de la conclusion de l'émission qui devenait trop sérieuse.

● comprend la déception des réalisateurs de l'émission qui pensaient Drut comme fer que tous les athlètes sont récupérés.

● a juré avec eux qu'on ne les reprendra plus, et que si Bambuck veut passer à nouveau à la télé, il peut toujours courir !

## Petites Annonces

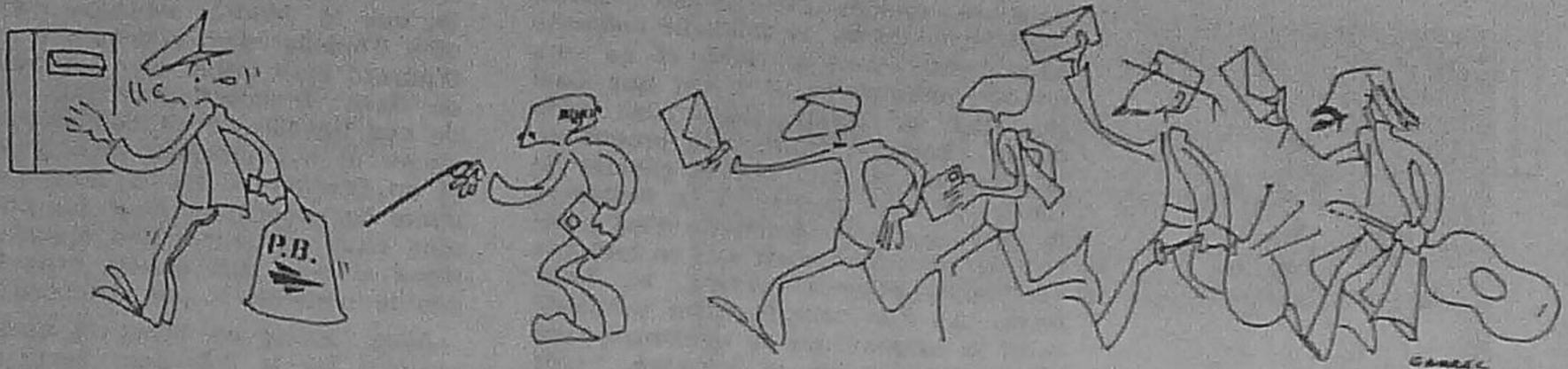
Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

### DEMANDES D'EMPLOI

J.H., 20 ans, expériences d'animation diverses (expression corporelle, théâtre...) cherche sans obligation de diplôme emploi dans l'animation socio-culturelle + prêt à étudier toutes propositions de travail, même dans d'autres secteurs d'activité... Pour contact s'adresser à Guy Fléchar, 35, rue Casabianca - 29200 Brest - Tél. 45.52.12.

● Tailleur de pierre débutant (granit) cherche emploi région Rennes pour bâtiment ou restauration. S'adresser à Flambard Lionel, 36, rue de l'Alma - 35000 Rennes.

● J. homme, 25, dégagé O.M., bac, études supérieures, cherche emploi en Bretagne Ouest, secteur canin, ou travail du bois. Ecrire à D. Fresneau, 46, rue Paul Bellamy 44000 Nantes.



## COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

### Troublantes coïncidences

Je voudrais attirer votre attention sur des coïncidences qui me paraissent troublantes.

La dernière fois que les départements bretons furent privés de courant, ce fut un samedi soir, jour de diffusion du film « Le jour le plus long ». Il ne s'agissait pas alors d'une période de pointe. Mais à cette époque, la contestation battait son plein tant à Erdevén qu'à Porzmoquer.

Cette fois-ci, la demande d'électricité dans l'ouest est la grande coupable de la panne générale (dixit Giraud et Boiteux). Giraud, ex-directeur du C.E.A. insiste sur la nécessité d'accroître notre potentiel en créant des centrales nucléaires. Le 20 décembre, l'extrême ouest du Finistère est délesté sous prétexte de remise en marche de Chinon. L'extrême ouest, c'est Plogoff et Porzmoquer. Les pannes sont elles utilisées comme moyens de pression sur la masse sous informée? On se pose la question. On s'en voudrait de croire que les responsables sont des gens malhonnêtes et sans scrupules.

Ailleurs, il y eut l'affaire Mattéi. En 1830, un coup d'éventail fut le prétexte de la conquête de l'Algérie. Les bachagas et les caïds du Finistère ont dit oui au nucléaire. Tout moyen ne serait-il pas bon pour convaincre les indigènes de son utilité? Là où le fric est en jeu on peut s'attendre à tout. Mais j'ai sans doute mauvais esprit.

J. Burel - Paris

### Toujours les mêmes

Comme chaque année, je vous adresse ma souscription pour les progrès du P.B. Un P.B. qui ne cesse de s'améliorer, tant dans sa présentation que de son contenu, un P.B. qui est aujourd'hui le document de référence et d'explications aux grandes questions que se posent les Bretons.

Un regret cependant. Le silence du P.B. sur la vaste campagne droitiste menée contre le Vietnam. Cette campagne lancée par la presse de droite, relayée par des sociaux-démocrates bon teint, avait bien sûr pour coloration apparente un anti-communisme classique. Celui-ci voulait montrer la misère des pays communistes, à travers « les réfugiés » du Vietnam, fuyant leur pays. Le

« Hai-Hong » ce nouvel « Exodus » est ainsi devenu le bateau de la liberté.

Qu'on ne s'y méprenne pas cependant. La jeune République du Vietnam a des difficultés, personne ne peut le nier. Mais peut-on demander à un pays qui, pendant 30 années, a reçu un total de bombes égal à celui déversé sur l'Europe pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, où tout était à refaire, après une hémorragie de millions d'hommes et de femmes, de renaître en 4 années d'indépendance!

Comme par hasard, ce sont les mêmes qui hier, vantaient les mérites de l'impérialisme américain au Vietnam, acceptant que meurent sous le napalm des milliers d'enfants, ce sont ceux-là qui aujourd'hui attaquent violemment le Vietnam et son courageux peuple.

Nous devons combattre les nostalgiques des régimes de guerre, du fascisme, et qui n'ont pas toujours la coloration d'extrême-droite de Lartéguy.

Y. D. Brest.

### Une première dans le P.B.

Le dernier numéro du « Peuple Breton » ayant fourni l'information suivante :

**Nucléaire : le site du Pellerin labouré etensemencé**

Des agriculteurs de la région du Pellerin ont, en l'absence de plusieurs milliers de personnes, labouré un champ et semé du blé sur le site retenu pour la construction de la centrale. Le lendemain les communes concernées ont organisé une opération « ville morte ». Au Pellerin, l'opposition au nucléaire ne désarme pas!

Nous avons reçu ce courrier :

L'évènement que constitue le premier recensement des absents dans une manifestation bretonne me paraît avoir été annoncé avec beaucoup trop de discrétion.

C'est sans doute, une fois de plus, parce qu'il concerne la Loire-Atlantique...  
M.F. - Angers

### Sur le marché

Cela fait trois ans que j'achète régulièrement le « Peuple Breton » sur le marché le samedi. Sachez que je suis, et que nous sommes car le P.B. circule pas mal aux alentours, très solidaires de votre lutte anti-impérialiste.

Philippe Boulanger - Rennes

### Utopie, où es-tu ?

La Bretagne séparée de la France? Utopique! A l'heure actuelle un si petit pays ne peut faire face.

La Corse séparée de la France? Utopique! A l'heure actuelle un si petit pays ne peut faire face.

Il en va de même du Pays Basque, de la Guadeloupe, etc...

Mais à côté de cela, dans de beaux discours, on parle d'entraver le Parlement Européen. Il ne faut pas que la France (Cocorico) devienne vassale d'une puissance étrangère. Mais cette France dont on nous chante la grandeur, la gloire et la puissance sur toutes les notes, n'est-elle pas un peu ridicule, un peu dépassée. La vraie utopie n'est-elle pas là? Car si l'on dit qu'est-ce que la Bretagne face à la France, ne peut-on dire qu'est-ce que la France face à l'URSS, aux Etats-Unis, au Japon, à la Chine? N'est-il pas temps de libérer cette puissance qu'est l'Europe? N'est-il pas temps de reconsidérer l'Europe par delà les frontières, tracées plus souvent par les batailles, les donations, etc... que par la vraie histoire: celle des peuples...

Alors, où est l'utopie? L'Europe est-elle condamnée à rester divisée en pays de faible puissance, où va-t-elle, où allons-nous lui donner les moyens de devenir ce véritable pays qui parlera d'égal à égal avec les puissances actuelles, où chaque peuple, promu au rang de responsable, pourra s'exprimer.

J. Ar Mac'htan

### Domage

Toujours content de pouvoir lire votre journal (bien fait et donnant une bonne analyse de la colonisation subie par la Bretagne) et soucieux de pouvoir vous aider (modestement) à développer les idées autonomistes. Domage qu'il n'existe pas de journal occitan aussi bien fait que le vôtre...

Jean-Paul Soyer - Grenoble



## La première fois

C'est la première fois que je lis le « Peuple Breton », et vos articles sur la production porcine m'ont beaucoup intéressé. Continuez dans vos prochains numéros.

Jean-Luc Chapon, Dinard

## Merde à Mauroy !

A voir le style des articles du PB ces derniers temps, et un certain nombre d'autres choses, l'heure est au ras-le-bol. Il y a de quoi. Le gros Barre fait pesamment ce qu'il veut. Giscard fleurit et bronze du Gabon à la Guadeloupe. La mère Veil démolit la Sécurité Sociale et a toujours la meilleure cote. Le pays fout le camp.

Et en face de ça ? La grosse affaire en France pour l'opinion publique (celle fabriquée par les Médias), c'est les histoires d'auto-défense. La revendication bretonne, c'est l'affaire d'écrivains bretons amateurs de bonnes bouffes (voir articles de Kerfraval dans les numéros précédents) Et la gauche se... la gauche ?.. Ras-le-bol, écoëurement.

Moi, c'est Mauroy qui m'écoëure. Pierre Mauroy, maire de Lille, député de Lille, Président du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais. « N° 2 » du P.S. Futur premier ministre de M. Rocard d'Estaing (ou l'autre, je sais plus), un type qui sait parler... qui sait parler, et qui ne dit rien en général : vous n'avez qu'à bien l'écouter, c'est extraordinaire, il peut parler pendant 3/4 d'heure SANS RIEN DIRE. Une performance. C'est ce qui rendait difficile d'avoir un jugement sur lui.

Mais ces temps-ci, il se découvre, il montre un peu le postérieur de son beau langage. C'est pas souvent l'occasion. Alors moi, j'ai envie de taper : ça défoule. Il se découvre en ce que, sans en dire beaucoup plus, il fait : il va souvent voir Giscard (« Dis-moi qui tu fréquentes... »). Il se découvre en ce que, sans faire attention sans doute, il dit : il a dit « Le Nord est faible d'avoir été fort : la région est au bord du gouffre,

nous ne voulons pas tomber dedans. Nous comptons sur la solidarité nationale pour investir dans le Nord, et ce sera un bon placement ». Il paraît que Caill (feu Caill, le regretté Caill) avait parié de ce « bord du gouffre » à propos de la Bretagne, ajoutant que le général de Gaulle lui avait permis (à la Bretagne) de faire un pas en avant. Ce n'est peut-être pas vrai. Mais c'est vrai en tout cas que nous sommes dedans, au fond. Alors, que l'on sollicite notre solidarité — et je suppose que le « nationale » de Mauroy n'exclut pas la Bretagne, — ça fait un peu mal.

Ça ne va pas bien dans le Nord, c'est sûr. C'est sûr que la concentration à l'échelle européenne a aussi des répercussions sur les régions traditionnellement industrialisées de l'hexagone qui ont le malheur d'être coincées entre l'axe germanique et l'axe parisien de la Seine. Mais qu'au lieu de dénoncer cette concentration européenne (loin de la dénoncer, la tendance Mauroy du PS l'approuve) on fasse appel à la solidarité des autres régions, y compris de la périphérie, il ne faudrait quand même pas pousser. Raisonnons un peu : puisque Mauroy cherche des solutions pour le Nord sans remettre en cause le système économique actuel (sinon il n'irait pas voir Giscard), les investissements dont il parle, il faudra bien les faire par les profits capitalistes, c'est-à-dire en ce qui nous concerne par les surprofits que les grosses firmes viennent faire chez nous. La « solidarité nationale » sera donc ici le maintien ou le renforcement de l'exploitation coloniale de notre pays et de nos travailleurs.

Solidarité nationale... ! Notion de droite, que M. Mauroy ne juge même pas utile d'habiller d'un vocabulaire nouveau. D'accord pour lutter avec les travailleurs du Nord ! D'accord pour que la région de ces travailleurs ait des moyens politiques et économiques pour s'en sortir (il en faudrait au moins autant et sans doute beaucoup plus pour que nous Bretons nous sortions d'une maladie chronique et bien plus grave), mais la « solidarité nationale », pas d'accord !

Alors, quand on nous dit qu'on peut compter sur le P.S. pour sortir la Bretagne de sa triste situation, je me permets de douter. D'ailleurs sur quel PS ? Avec Mauroy, ce n'est même plus le virage ; le virage est fait, c'est la ligne droite, droite... et au bout l'envasement dans les eaux sales de la « solidarité nationale ». Vous ne trouvez pas qu'il y a de quoi être dégoûté ? Nous n'avons même pas besoin de voir le PS au pouvoir pour perdre nos illusions. D'un côté c'est tant mieux. Mais moi, ça m'écoëure, je le répète.

Ceci dit, on ne va pas se laisser démonter. Il y a peut-être un creux politique en ce moment en face du pouvoir français de droite. Il y a peut-être des types vaseux qui ont prétendu défendre les travailleurs et qui préfèrent maintenant les fauteuils élyséens. Mais ce n'est pas cela qui va nous empêcher d'avancer les vraies solutions. Alors, le meeting de l'UDB à Lorient, il faut que ça marche. Les campagnes des candidats UDB aux cantonales, il faut que ça marche. Y a que ça !

Y. Le Page - Quimper

colin

35, rue Jean-Jaurès, Brest - t. 44.14.54 - c.c.p. 2009-12 rennes

chemisier habilleur



HI-FI  
DISQUES  
T.V.

**JOSSIER ELECTRONIQUE**

35, Place des Otages - MORLAIX

**TRANSÉLEC** - 188, Rue Jean-Jaurès

Département Audio-Visuel - Brest  
Magnétoscope VHS - Bétamax SONY-VCR  
Un Spécialiste - Téléphone 44.32.79

**GWALARN** - Café-Restaurant

34, rue de Belgique - LORIENT

ouvert à toute expression : musique, photo, poésie, peinture, mimes...  
Plats mijotés pour fines gueules

Ouvert de 11 h. à 1 h.

DÉMÉNAGEMENTS - « GARDE MEUBLES »

DENIS PHILIPPE

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

Fer - Mer - Route

50, Rue Marcellin-Duval - Tél. (98)03.11.52

**LIBERTY  
BAR - SNACK**

Musique tous les soirs

Tél. (99)40.90.92  
3, rue Jacques-Cartier  
35400 ST-MALO

# LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

## UNE LORRAINE RAMPANTE

**L**e vingt-deux janvier, jour où cet éditorial a été écrit, qu'entend-on ? La Lorraine est en crise, les licenciements brutaux sont un coup de poignard au cœur d'une région jusque là industrielle. La riposte est vive, les organisations politiques et syndicales réagissent, évoquent la possibilité « d'actions violentes », Mitterrand fait le déplacement. En comparaison, serions-nous des privilégiés ? A suivre les commentaires des médias, c'est oui, assurément. A y voir de plus près, ce n'est guère évident, et sur vingt ans le nombre d'emplois perdus en Bretagne est nettement plus impressionnant. La crise industrielle, nous n'y échappons qu'en raison de notre manque d'industrie. Et dans les rares secteurs où un potentiel existe, il est atteint avant d'avoir fonctionné. Ainsi l'électronique commence à changer d'horizon et les licenciements prévisibles dépassent ce que « Le Peuple Breton » annonçait en septembre dernier. Ainsi la réparation navale qui vivote au jour le jour, heureuse encore quand les ratés d'un rafiot panaméen pourri au large d'Ouessant, ou la panne complète d'un pétrolier à 1 km de la côte (comme ce vient d'être le cas pour le Murex) viennent apporter quelques milliers d'heures de travail. Pourtant, à en croire la presse, la réparation navale, en difficulté, c'est Marseille avec Terrain. Eh bien, quatre jours avant que cet article soit écrit, les travailleurs de la réparation navale brestoise étaient en grève, alors qu'à Marseille *vingt-cinq* navires étaient en attente de réparation !

L'information de masse est ainsi faite qu'elle ne s'intéresse qu'aux « gros coups ». Trois mille licenciements vaudront (à juste titre) une foule d'articles et de reportages ; dix fois trois cents licenciements laisseront indifférent. Industriellement aussi, la Bretagne c'est le bocage, et le remembrement, en ce domaine également, fait disparaître taillis après taillis, talus après talus, conserverie après conserverie, fabrique après fabrique. Insensiblement peut-être, mais implacablement, notre paysage industriel laisse place aux grands espaces vides ; hier le Centre Bretagne, aujourd'hui la Cornouaille et le pays de Fougères. Demain...

En 1968, après le coup de tonnerre de mai-juin en France, il y eut en Italie des soubresauts, des convulsions de société, moins brutaux, moins spectaculaires, mais tout aussi significatifs et sans doute plus lourds de conséquence. Ce fut le « mal rampant » des commentateurs. Comment aujourd'hui ne pas transposer l'image ? Avec notre crise sourde, nous sommes une « Lorraine rampante ».

Qu'on comprenne bien : il n'est pas question ici de défendre une place à un quelconque hit-parade misérabiliste des régions en difficulté. Il n'est pas question d'un « cartiérisme » jaloux de l'intérêt porté au Nord ou à la Lorraine. Il n'est pas question de nier une solidarité ouvrière aussi nécessaire dans l'hexagone qu'à l'échelle mondiale. Mais il faut admettre qu'il y a en la matière une sérieuse contradiction qu'on ne pourra lever, comme a feint de le croire un Pierre Mauroy piégé, par le dialogue avec un pouvoir qui poursuit son objectif bien précis et par un appel à cette vieille tactique réactionnaire qu'est l'appel à

la « solidarité nationale ». Il faut admettre qu'à la faveur d'un matraquage de l'information, c'est un transfert de priorités qu'on cherche à faire admettre. Belle occasion, finalement, pour envoyer au diable les revendications bretonnes, celles des Corses, alors que recueillent la sympathie ce Nord et cette Lorraine travailleurs, où l'on ne manie pas l'explosif et où l'on a le bon goût de ne pas mettre en avant une langue minoritaire, comme le souligne le Monde.

Finalement, c'est bien cette presse qui crée les priorités ; ou plutôt qui, de plus en plus en centralisée comme elle l'est, et toute indépendante qu'elle se proclame, entre dans le jeu du pouvoir même si c'est pour le contester, et occupe le terrain précis que ce pouvoir a choisi. C'est bien quand Giscard a décidé de lâcher le chah que la télévision a parlé des tortures en Iran, tortures qui étaient tout aussi réelles au temps de la « lune de miel » entre les deux hommes, mais qu'on taisait alors.

Rappelons-nous aussi de « la » panne de courant : ses causes étaient développées en long et en large alors que la commission d'enquête n'avait pas encore commencé ses travaux : la Bretagne coupable, avec son prétendu déficit énergétique, idée tellement ancrée dans les esprits qu'elle est reprise par des commentateurs d'ordinaire plus critiques (tel Yves Chavagne dans Hebdo-T.C.), le nucléaire nécessaire alors que c'est précisément cette politique du tout-nucléaire qu'il faut incriminer, puisqu'elle a empêché tout renforcement des moyens classiques de production et de transport de l'énergie électrique. On pourrait à l'envi multiplier les exemples d'une presse manipulatrice, parfois bien intentionnée, mais prisonnière d'intérêts économiques gigantesques et condamnée à fournir de manière frénétique une masse d'informations « à consommer de suite », périmées sitôt l'événement terminé. Ph. Simonnot, dans son livre sur « Le Monde », cite cette anecdote révélatrice de la manière dont le commentaire peut modifier l'information. Raymond Barre ayant dit « qu'il n'y avait pas le feu à la maison », la petite phrase est commentée par trois fois, à la suite de quoi « Le Monde » peut écrire : « M. Barre a beau RÉPÉTER qu'il n'y a pas le feu dans la maison ». Mais c'est « Le Monde » qui matraque et le 1<sup>er</sup> ministre ne l'a dit qu'une fois : n'empêche, même à travers la critique, l'objectif est atteint.

Centralisée, quêtuse inlassable de « scoops », la grande presse qui verse des larmes de crocodiles sur le régime Pol Pot ou sur le courage de Farah Dibah ne peut, par nature, traiter le problème breton qu'en termes de sensationnel (le F.L.B.) ou de folklore. Or, c'est d'analyse économique et politique qu'il s'agit. « Aujourd'hui, être libre c'est être informé ».

UDB